



GROUPE

**Rapport  
financier  
semestriel**  
30 juin 2015

# Sommaire

1. ACTIVITES ET MARCHES DU GROUPE	4
1.1. Données sur les principaux marchés et activités du Groupe	4
1.2. Autres faits marquants et événements significatifs survenus depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2015	10
2. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	11
2.1. Conseil de surveillance	11
2.2. Directoire	12
3. CAPITAL ET COURS DE BOURSE	13
4. FACTEURS DE RISQUES ET LEUR GESTION	14
4.1. Risques et incertitudes concernant le semestre écoulé	14
4.2. Risques et incertitudes concernant le second semestre	15
5. RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	16
5.1. Etat du résultat global consolidé	16
5.2. Etat de la situation financière consolidée	18
5.3. Tableau de trésorerie consolidé	19
5.4. Parties liées	20
5.5. Evénements post-clôture	20
5.6. Information sectorielle	20
5.7. TV gratuite : marge brute de la grille	21
COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES	25
ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES	29
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	67
ATTESTATION DU RESPONSABLE	68





# RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

**Semestre clos  
le 30 juin 2015**



Nous vous présentons le rapport financier semestriel portant sur le semestre clos le 30 Juin 2015, établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Le présent rapport sera diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il sera notamment disponible sur le site de notre société [www.groupem6.fr](http://www.groupem6.fr).

# I. ACTIVITES ET MARCHES DU GROUPE

## 1.1. Données sur les principaux marchés et activités du Groupe

### 1.1.1. Télévision

#### ► Equipement et audiences

Au début de l'année 2015, avec 40% des foyers français équipés en TNT gratuite (*source : société et Médiamétrie*), l'offre de TNT gratuite n'est plus le principal accès des Français à une offre multi-chaînes.

La réception TV par ADSL gratuit poursuit en effet sa progression, avec 41% des foyers équipés, alors que le nombre de foyers français abonnés à une offre payante (réception par câble, satellite ou ADSL) est en baisse (19%).

Concernant les 6 nouvelles chaînes en Haute Définition lancées en décembre 2012, 95% des Français peuvent les recevoir à la fin du mois de juin 2015.

La quasi-totalité des Français a donc accès aujourd'hui à 25 chaînes, ce qui se traduit par une poursuite de la fragmentation des audiences entre les chaînes historiques et les chaînes de la TNT.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2015, les six grandes chaînes concentrent désormais 63,0% des parts d'audience (4 ans et plus) contre 64,3% au 1<sup>er</sup> semestre 2014, alors que les chaînes de l'offre gratuite de TNT représentent 26,6% de part d'audience au 1<sup>er</sup> semestre 2015 contre 25,0% au 1<sup>er</sup> semestre 2014 (*source : Médiamétrie, 4 ans et plus*), tirées par les 6 nouvelles chaînes qui rassemblent 5,2% de part d'audience, contre 3,7% sur la même période en 2014.

Sur la cible commerciale les six chaînes historiques perdent 1,5% de part d'audience, au profit des nouvelles chaînes de la TNT HD, alors que l'audience des chaînes TNT de première génération se tasse également.

Part d'audience nationale FRDA-50						
en %	S1 2015	S1 2014	S1 2013	S1 2012	S1 2011	S1 2010
M6	14,9%	15,5%	15,8%	17,3%	17,1%	16,3%
TF1	23,6%	24,3%	25,2%	25,3%	26,8%	28,2%
France 2	9,9%	10,0%	10,0%	11,0%	11,1%	12,3%
France 3	3,9%	4,3%	4,4%	4,7%	5,0%	6,3%
Canal+	2,7%	2,4%	2,4%	2,8%	3,0%	2,7%
France 5	2,0%	1,9%	2,0%	2,4%	2,2%	2,2%
Arte	1,0%	1,0%	1,0%	0,9%	0,8%	0,9%
<b>TOTAL Part d'audience chaînes historiques **</b>	<b>57,9%</b>	<b>59,4%</b>	<b>60,7%</b>	<b>64,3%</b>	<b>66,1%</b>	<b>68,9%</b>
<b>TOTAL Part d'audience chaînes de la TNT SD **</b>	<b>25,2%</b>	<b>25,0%</b>	<b>25,4%</b>	<b>24,3%</b>	<b>22,6%</b>	<b>19,2%</b>
<b>TOTAL Part d'audience chaînes de la TNT HD **</b>	<b>6,8%</b>	<b>4,9%</b>	<b>2,7%</b>	-	-	-
<b>TOTAL Part d'audience chaînes du câble et du satellite</b>	<b>10,1%</b>	<b>10,7%</b>	<b>11,2%</b>	<b>11,4%</b>	<b>11,3%</b>	<b>11,9%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

\*\* Jusqu'en 2011 inclus, France 5 est considérée comme chaîne historique avant 19 heures, et comme chaîne de la TNT après 19 heures, tandis que Arte est considérée comme une chaîne historique après 19 heures, et comme chaîne de la TNT avant.

Source : Médiamétrie



Par ailleurs, au 1<sup>er</sup> semestre 2015, la durée d'écoute individuelle de la télévision est restée très élevée, avec 3 heures et 40 minutes pour les individus âgés de 4 ans et plus, en hausse de 2 minutes par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014. Elle s'est par ailleurs établie à 3 heures et 34 minutes pour les femmes responsables des achats de moins de 50 ans, soit une baisse de 3 minutes par rapport à la même période de 2014.

### ► Marché publicitaire

Selon la dernière note de conjoncture de l'INSEE, publiée en en juin 2015, les dépenses de consommation des ménages en biens sont quasi stables au 2<sup>nd</sup> trimestre (+0,1% en mai 2015, après 0,0 % en avril). Le contexte économique français demeure difficile, avec une situation de l'emploi toujours dégradée.

Cette conjoncture économique compliquée a pour principale conséquence une visibilité limitée sur les campagnes publicitaires.

En outre, si les investissements publicitaires bruts « télévision » (avant remises et dégressifs) sont en croissance de +8,1% au 1<sup>er</sup> semestre, atteignant 5,4 milliards d'euros, et traduisant un effet volume positif, cette progression masque une pression tarifaire persistante, dans un contexte de fragmentation des audiences, marqué par les évolutions de la répartition par les annonceurs de leurs budgets publicitaires au bénéfice des chaînes de la TNT, et plus particulièrement les 6 nouvelles chaînes TNT HD qui progressent de plus de 60% en 1 an.

	Chaînes hertziennes historiques	Chaînes gratuites de la TNT	Chaînes de l'ADSL, câble et satellite	Total du chaînes
Investissements bruts (en K€)	3 022 619	1 972 298	390 949	5 385 866
Croissance (en %) vs. 1 <sup>er</sup> semestre 2014	+6,9%	+10,3%	+7,8%	+8,1%
Part de marché brute (en %) S1 2015	56,1%	36,6%	7,3%	100%
Part de marché brute (en %) S1 2014	56,8%	35,9%	7,3%	100%

Source : Kantar Media, chaînes hertziennes hors parrainage et chaînes régionales, 1<sup>er</sup> semestre 2015

Sur la chaîne M6, trois secteurs annonceurs (parmi les six premiers) enregistrent une progression de leurs investissements (Alimentation, Automobile, Distribution), tandis que les secteurs Hygiène Beauté, Voyage-Tourisme et Banque-Assurance sont en recul.

Selon les dernières données publiées par l'institut IREP pour le compte du 1<sup>er</sup> trimestre, le marché publicitaire français plurimedia net était en baisse de -2,9% hors internet (après une baisse de -4,5% au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année précédente), avec une hausse des investissements publicitaires en télévision (+3,0%), la télévision étant le seul média historique en progression.

### ► Performance des chaînes du Groupe

Du point de vue des audiences TV, le 1<sup>er</sup> semestre a à nouveau été marqué par le processus de fragmentation des audiences en lien avec la croissance mécanique des audiences des 6 nouvelles chaînes TNT HD lancées en décembre 2012.

Sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> semestre, le Groupe M6 enregistre le meilleur bilan des groupes audiovisuels, avec une progression d'audience de +0,1 point de part d'audience auprès de l'ensemble du public par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2015 les chaînes gratuites du Groupe M6 réalisent une part d'audience moyenne de 13,4% (source Médiamétrie) sur les 4 ans et plus (+0,1 pt) et de 20,5% sur la cible commerciale (stable).



M6 a réalisé une part d'audience moyenne de 9,8% sur les 4 ans et plus sur le 1<sup>er</sup> semestre 2015, et de 14,9% sur la cible commerciale. M6 confirme son rang de 2<sup>ème</sup> chaîne sur les moins de 50 ans, grâce à ses marques fortes (*Scènes de Ménages, L'Amour est dans le pré, Top Chef...*), à l'efficacité de certaines nouveautés proposées (*The Island, Scorpion...*), et à la bonne santé des magazines de la vie (*Recherche appartement ou maison, Cauchemar en cuisine, ...*)

La chaîne M6 parvient notamment à afficher des performances stables en 1<sup>ère</sup> partie de soirée, avec 3,0 M de téléspectateurs en moyenne.

Sur le 1<sup>er</sup> semestre, W9 a affiché une part d'audience moyenne de 2,6% sur la cible des 4 ans et plus (-0,1 pt) et de 3,7% sur la cible commerciale (stable). W9 conserve son rang de leader TNT en 1<sup>ère</sup> partie de soirée, avec des audiences moyennes de 798 000 téléspectateurs, et s'affirme comme la 2<sup>ème</sup> chaîne TNT auprès des femmes responsables des achats de moins de 50 ans sur l'ensemble de la journée.

Au cours du semestre la chaîne a notamment battu le record historique de la TNT grâce à la diffusion de la Coupe du Monde féminine de football (*Allemagne-France* : 4,1 M de téléspectateurs).

Aux côtés des matchs de football (W9 est également le seul diffuseur en clair d'une compétition de football européen avec l'Europa League), les meilleures audiences du semestre sont réalisées par les films (*Killer Elite, Percy Jackson*), les magazines et documentaires (*Enquête d'action, Enquêtes criminelles*) et les programmes de télé-réalité (*Les Marseillais en Thaïlande*).

Par ailleurs, 6ter s'affirme comme la 1<sup>ère</sup> des six nouvelles chaînes de la TNT sur la cible des femmes responsables des achats de moins de 50 ans, avec une audience moyenne de 1,9% au cours du 1<sup>er</sup> semestre, grâce à ses succès dans tous les genres de programmes.

6ter propose en effet une offre de films puissante, et a lancé des émissions inédites, telles que *Norbert commis d'office* et *Storage Wars*.

Dans l'univers de la télévision payante, qui connaît un nouveau recul, les chaînes du Groupe ont conforté leurs succès, notamment (*Médiamétrie Mediamat thématik vague 29, janvier-juin 2015*) :

- Paris Première, qui est la chaîne payante la plus regardée par l'ensemble du public, et la plus puissante en soirée ;
- Téva, leader des chaînes payantes sur les femmes responsables des achats de moins de 50 ans, et 3<sup>ème</sup> chaîne payante auprès de l'ensemble du public, avec une audience record depuis 3 ans.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015, les recettes publicitaires des chaînes gratuites enregistrent une hausse de +0,8%, portées par les succès d'audience de la famille de chaînes du Groupe.

Enfin, dans le prolongement de l'offre globale amorcée par la régie publicitaire depuis 2012, M6 Publicité poursuit sa volonté de proposer à ses clients des dispositifs innovants. Cette ambition s'est traduite par la mise en place de plusieurs dispositifs, dont :

- M6 UNLIMITED, la nouvelle offre transmédias de M6 Publicité, qui place l'annonceur au cœur de son organisation et l'accompagne tout au long de sa réflexion stratégique. Grâce au savoir-faire et à la puissance des actifs du groupe, M6 UNLIMITED propose des opérations sur mesure, des productions médias originales, du sponsoring et le licensing des marques du groupe, ainsi que la médiatisation des contenus que ce soit via les actifs du Groupe M6 ou de l'annonceur, jusqu'à la marque blanche.
- « SOCIAL BOOST by M6 », un dispositif de communication sur mesure qui permet de valoriser les marques sur les réseaux sociaux.
- « UP - PROGRAMMATIC by M6 », la 1<sup>ère</sup> offre programmatique (achat/vente automatisé d'espace publicitaire) vidéo Universelle et Premium : cette innovation permet aux annonceurs d'accéder à tout moment aux emplacements Premium disponibles sur les actifs vidéos du Groupe M6, en particulier 6play, et de profiter ainsi des bénéfices de l'achat programmatique combiné à un contexte Premium.



## 1.1.2. Production et droits audiovisuels <sup>1</sup>

### ► Marché du cinéma et de la vidéo

Selon les estimations du CNC, la fréquentation des cinémas a atteint 100,8 millions d'entrées sur les six premiers mois de l'année, enregistrant un recul de -5,5% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014. Cette baisse résulte principalement de la baisse de fréquentation des films français. En effet, au 1<sup>er</sup> semestre 2014, un film français avait réalisé plus de 8 millions d'entrées (*Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu*), tandis que le plus grand succès du 1<sup>er</sup> semestre 2015 n'a réalisé que 2,9 millions d'entrées (*Papa ou Maman*).

Le marché de la vidéo (DVD et Blu-ray) en France a par ailleurs reculé de -16,3% à 169,1 M€ au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, selon le baromètre CNC-GfK, les ventes de DVD affichant une baisse moins marquée (-15,4%) que les ventes de Blu-ray (-19,1%).

### ► Performance du Groupe : une saisonnalité différente par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014

Le pôle Distribution de droits audiovisuels a cumulé 3,8 millions d'entrées contre 6,7 millions d'entrées au 1<sup>er</sup> semestre 2014. Cette baisse résulte d'un calendrier de sorties cinéma plus réduit, SND ayant sorti 4 films en salles ce semestre contre 9 au 1<sup>er</sup> semestre 2014. La période a cependant été marquée par la bonne performance de *Divergente 2* au cinéma (2,4 millions d'entrées).

Le pôle a également profité du succès de la sortie en vidéo d'*Astérix - Le Domaine des Dieux* en vidéo (171 000 exemplaires physiques vendus).

Le Groupe a de plus bénéficié des ventes à l'international de plusieurs films sortis en salles en 2014 tels que *La Famille Bélier* et *Astérix - Le Domaine des Dieux*.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2015, M6 Films, filiale de production cinématographique, a coproduit 7 films sortis en salle, qui ont enregistré un total de 9,1 millions d'entrées (contre 5,2 millions d'entrées pour 5 films sortis au 1<sup>er</sup> semestre 2014). Cette performance s'explique notamment par le succès des films *Taken 3*, qui a attiré 2,6 millions de spectateurs, *Papa ou Maman* et *Pourquoi j'ai pas mangé mon père*, qui, avec respectivement 2,9 et 2,4 millions d'entrées, sont les deux films français sortis en 2015 qui ont attiré le plus grand nombre de spectateurs au cours du 1<sup>er</sup> semestre.

## 1.1.3. Diversifications

### ► Vente à distance : la consommation des ménages atone pèse sur les activités de téléachat

Le bilan du e-commerce au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, publié par la Fevad, laisse apparaître une croissance des ventes sur Internet de +13,7% atteignant 15,2 milliards d'euros. Cette croissance est tirée à la fois par la hausse du nombre de transactions, qui a progressé de +18% pour atteindre 193 millions, et par l'augmentation du nombre de sites de e-commerce. La Fevad recense en effet désormais plus de 164 000 sites marchands actifs, soit +14% en un an. Près de 35 millions de français effectuent ainsi des achats en ligne, soit plus de 800 000 personnes de plus qu'il y a un an.

Dans un contexte de pression concurrentielle accrue sur le marché de la vente à distance, le pôle Ventadis a vu son chiffre d'affaires et son EBITA reculer respectivement de -5,5 M€ et -1,9 M€ en raison de la contraction des activités de téléachat, en lien avec une consommation des ménages

<sup>1</sup> Les données recueillies dans cette partie et la suivante correspondent aux données disponibles à la date d'établissement du présent rapport et ne couvrent donc pas, dans leur majorité, l'ensemble du 1<sup>er</sup> semestre 2015.

atone.

Le Groupe a également poursuivi ce semestre l'intégration de Best of TV, dont il a acquis 51% du capital l'année dernière. Cette opération a généré d'importantes synergies opérationnelles et également développé ses ventes, comme le montre la croissance de plus de +30% du chiffre d'affaires de la filiale.

Pour MonAlbumPhoto.fr, le 1<sup>er</sup> semestre a été marqué par la poursuite de ses investissements, notamment dans ses moyens de production, et par le développement de nouveaux produits, tels que des toiles photos et des cartes de vœux. MonAlbumPhoto.fr a également continué l'intégration de Printic, société acquise en septembre 2014, qui commercialise, via une application mobile, des tirages photos, des livres photos, des posters et des box photos.

► **Internet : le Groupe M6 confirme sa position d'acteur majeur sur Internet grâce à l'acquisition d'Oxygem**

Le chiffre d'affaires net généré par la publicité digitale en France s'est élevé à 1,5 milliard d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2015, enregistrant ainsi une progression de +3,5% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014. Le « display » a généré un chiffre d'affaires de 425 M€, en hausse de +8%, et représente ainsi 28% du marché. A l'intérieur de ce segment, la publicité vidéo a enregistré une forte croissance, mais celle-ci a été captée essentiellement par les grands acteurs internationaux du secteur. La publicité vidéo a ainsi généré un chiffre d'affaires net de 126 M€, soit 30% du segment « display ». La publicité programmatique connaît également une solide croissance (+50%), et a généré 127 M€, soit 30% des investissements dans le display (Source : Syndicat des Régies Internet, Observatoire de l'e-Pub – juillet 2015).

Ces tendances résultent notamment d'une modification des comportements des consommateurs : chaque jour, 10,2 millions d'internautes regardent des vidéos sur ordinateur, un chiffre en croissance de +13% en un an. Ils y consacrent en moyenne 29 minutes par jour. La consommation de télévision sur Internet continue également de se développer : près d'un tiers des Français âgés de plus de 15 ans regardent la télévision, en direct ou en différé, sur un écran alternatif. Ils privilégient l'ordinateur (qui est utilisé par 74% des français de 15 ans et plus), devant le smartphone (29 %) et la tablette (27%) (Source Médiamétrie – L'Année Internet 2014).

Ainsi, plus d'1,8 milliard de vidéos de télévision ont été visionnées via des plateformes de chaînes de télévision entre janvier et avril 2015, soit en moyenne plus de 15 millions de vidéos vues quotidiennement, un chiffre en hausse de +36% par rapport à 2014 (Source : Baromètre TV en ligne multi-écrans NPA/GFK – janvier-avril 2015).

M6 Web a entrepris très tôt de développer des services adaptés aux nouveaux modes de consommation de la télévision. Pionnier sur le digital avec le lancement du premier service de télévision de rattrapage en France en 2008, puis avec la mise en place d'un dispositif de Second Ecran en 2012, le Groupe a lancé en 2013 6play, une plateforme digitale unique dédiée à toutes les chaînes gratuites du Groupe (M6, W9 et 6ter), toutes les fonctions (Direct, Replay, Connect et Sites de chaînes) sur tous les écrans (web, smartphones, tablettes et TV) et continue depuis de renforcer sa présence digitale.

Ainsi, le 9 janvier 2015, le Groupe M6, à travers sa filiale M6 Web, a conclu l'acquisition de 100% du capital d'Oxygem, groupe media français qui opère différents sites Internet (*CuisineAZ.com*, *Passeportsante.net*, *Radins.com*, *Meteocity.com*, *Fourchette-et-bikini.fr*). Grâce à ce rapprochement, le Groupe M6 confirme sa position d'acteur majeur sur Internet en France, représentant désormais 13,9 millions de visiteurs uniques mensuels pour le nouvel ensemble, et le positionnant à la 1<sup>ère</sup> place des groupes de télévision sur Internet en France.

M6 Web continue par ailleurs d'enrichir son offre délinéarisée de télévision gratuite. Le pôle a lancé ainsi ce semestre deux nouvelles chaînes entièrement délinéarisées, *No Pain no Game*, la première



chaîne de tutoriels de jeux-vidéo réalisés par des joueurs professionnels, et *Home Time*, dédiée à l'univers de la maison.

M6 Web poursuit également une stratégie de développement de nouveaux formats, et opère notamment plusieurs Multi-Channel Network (MCN). *Golden Moustache*, la chaîne humoristique lancée par le Groupe en 2012 connaît une très forte popularité sur Internet, générant près de 11 millions de vidéos vues par mois, tandis que *Rose Carpet*, la chaîne sur le thème de la mode et de la beauté ciblant les jeunes filles de 15 à 25 ans lancée en avril 2014, affiche déjà plus de 400 000 abonnés sur Youtube. Les deux chaînes développent en outre une activité de production de brand content, qui complète l'offre publicitaire digitale classique du Groupe.

Plus de 590 millions de vidéos ont ainsi été visionnées sur les sites du Groupe pendant les 6 premiers mois de l'année, un chiffre en hausse de +6% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014.

#### ► Téléphonie mobile

La licence M6 Mobile by Orange compte 2,8 millions de clients au 30 juin 2015, un chiffre stable, malgré la pression concurrentielle dans le secteur de la téléphonie mobile.

#### ► Musique et spectacles

En 2014, le marché de la musique enregistrée a représenté 458,7 millions d'euros en baisse de 7,0% par rapport à 2013 (Source : SNEP, marché numérique et physique). La part de marché des supports numériques a continué de progresser, et a atteint 6% en valeur. Par ailleurs, la production francophone a représenté 74% des revenus du marché.

Dans ce contexte, l'activité Musique du Groupe M6 enregistre une baisse de son chiffre d'affaires liée à un line up moins puissant qu'au 1<sup>er</sup> semestre 2014. Le pôle a néanmoins bénéficié pendant le 1<sup>er</sup> semestre du succès du premier album de Louane Emera, *Chambre 12*, qui se classe en première position des ventes de disques au 1<sup>er</sup> semestre 2015. Les albums de Marina Kaye et Selah Sue ont également enregistré de bonnes performances avec respectivement 49 000 et 48 000 exemplaires vendus.

L'activité spectacles pâtit par ailleurs de l'arrêt de la tournée de Vigon Bamy Jay et d'un effet de base défavorable lié au succès de la comédie musicale *Robin des Bois* dont la tournée s'était achevée au 1<sup>er</sup> semestre 2014.

#### ► Football

Le Football Club des Girondins de Bordeaux (F.C.G.B) a terminé la saison 2014-2015 à la 6<sup>ème</sup> place de la Ligue 1, lui permettant d'accéder au 3<sup>ème</sup> tour de qualification de l'Europa League 2015-2016.

L'élimination du club en Coupe de la Ligue à un stade moins avancé que la saison dernière, ainsi que la non-participation à l'Europa League sur la saison écoulée, ont pesé sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel du club au 1<sup>er</sup> semestre. Cette baisse du chiffre d'affaires a toutefois été compensée par les recettes générées sur le championnat de France.

En revanche, le Club a renforcé son effectif en cours de saison avec l'arrivée en janvier 2015 de Clément Chantôme (en provenance du PSG) et d'Isaac Thelin (en provenance de Malmö), ce qui a eu un impact sur la masse salariale et le niveau d'EBITA.

Enfin, le F.C.G.B a inauguré le 23 mai 2015 le Nouveau Stade de Bordeaux, construit dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) entre la ville de Bordeaux et Vinci-Fayat, et qui lui permettra à partir de la saison prochaine d'accroître ses recettes, sur la billetterie et les partenaires notamment.



## 1.2. Autres faits marquants et événements significatifs survenus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015

### ▶ Distribution des chaînes payantes

Au début de l'année 2015 le Groupe M6 a annoncé avoir renouvelé ses accords de distribution de l'ensemble de ses chaînes et services (soit M6, W9, 6ter, Paris Première, Téva, M6 Music, Girondins TV, M6 Boutique and co, et leur service de télévision de rattrapage) avec les opérateurs de distribution.

### ▶ Développement de la télévision numérique terrestre

Le Gouvernement a arrêté le calendrier du nouveau dividende numérique attribuant la bande UHF 694-790 MHz aux opérateurs télécoms. Il prévoit que leur transfert effectif aura lieu dès avril 2016 en Ile-de-France puis entre le 1<sup>er</sup> octobre 2017 et le 30 juin 2019 dans les autres régions.

Concernant les chaînes de la TNT, qui occupent actuellement cette bande de fréquences, la norme de compression MPEG-4 serait généralisée en avril 2016, permettant ainsi de maintenir et d'optimiser la qualité de la diffusion. Une proposition de loi en cours d'examen au Parlement prévoit un plan d'accompagnement de l'arrêt de la diffusion MPEG-2 et la prise en charge des coûts des réaménagements de fréquences par les bénéficiaires de ce nouveau dividende (compression du signal numérique).

Les modalités de dégagement de cette bande pour les télévisions hertziennes ne sont pas encore arrêtées. En tout état de cause, elles se font en coordination avec les diffuseurs. Le Groupe M6, dont les autorisations pour M6, W9, 6ter et Paris Première sont indépendantes de cet arbitrage, veille à ce titre à ce qu'elles n'impactent pas les conditions techniques de diffusion et de réception de ses chaînes.

Dans l'attente de ces modifications, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel a d'ores et déjà décidé l'arrêt des multiplex R5 et R8 à compter du mois d'avril 2016 et du report des phases 12 et 13 du déploiement des multiplex R7 et R8 sur lesquels sont diffusées les six chaînes lancées en 2012.

### ▶ Modification des décrets encadrant les obligations de production

La loi n°2013-1028 du 15 novembre 2013 relative à l'indépendance de l'audiovisuel public a ouvert de nouveau la possibilité pour les éditeurs de chaînes de télévision de détenir des parts de production dans des œuvres indépendantes. Le Gouvernement a précisé les modalités d'application de cette nouvelle disposition, en limitant notamment la détention des mandats de commercialisation par les éditeurs, dans le décret n°2015-483 du 27 avril 2015. Une réforme plus globale des obligations de production audiovisuelle, notamment pour permettre aux groupes audiovisuels un meilleur retour de leurs investissements, est en cours de réflexion.

## 2. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

### 2.1. Conseil de surveillance

A l'occasion de la dernière Assemblée Générale des actionnaires, Monsieur Albert Frère n'a pas souhaité solliciter le renouvellement de son mandat et de ses fonctions de Président du Conseil de Surveillance, qu'il occupait depuis 12 ans. Monsieur Guillaume de Posch a été élu à la présidence du Conseil de Surveillance lors de sa séance du 28 avril 2015.

Par ailleurs, Monsieur Rémy Sautter a remis sa démission du Conseil de Surveillance, démission effective depuis l'issue de l'Assemblée Générale du 28 avril.

Lors de cette même Assemblée Générale, les actionnaires ont reconduit Gilles Samyn, Christopher Baldelli, et Immobilière Bayard d'Antin, représentée par Catherine Lenoble, comme membres du Conseil de Surveillance. Ils ont par ailleurs nommé Sylvie Ouziel et Anke Schäferkordt comme nouveaux membres du Conseil de Surveillance.

À la date d'établissement du présent document, le Conseil de Surveillance de Métropole Télévision est composé de douze membres, 11 personnes physiques et une personne morale. Les membres du Conseil de Surveillance sont les suivants :

- Guillaume de Posch, Président,
- Guy de Panafieu, Vice-Président et membre indépendant,
- Elmar Heggen,
- Christopher Baldelli,
- Vincent de Dorlodot,
- Philippe Delusinne,
- Delphine Arnault, membre indépendant,
- Mouna Sepehri, membre indépendant,
- Gilles Samyn, membre indépendant,
- Sylvie Ouziel, membre indépendant,
- Anke Schäferkordt,
- Immobilière Bayard d'Antin, représentée par Catherine Lenoble.

Le Conseil de Surveillance, composé de 12 membres, comporte à présent 5 femmes, plaçant d'ores et déjà le Groupe en conformité avec la Loi n°2011-103 du 27 janvier 2011 qui exige un minimum de 40% de femmes le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

#### ► **Comité des rémunérations et des nominations**

À la date d'établissement du présent document, les membres du Comité des Rémunérations et des Nominations sont les suivants :

- Gilles Samyn, Président du Comité,
- Guy de Panafieu,
- Guillaume de Posch.

#### ► **Comité d'audit**

À la date d'établissement du présent document, les membres du Comité d'Audit sont les suivants :

- Guy de Panafieu, Président du Comité,
- Gilles Samyn,
- Elmar Heggen,
- Mouna Sepehri.



## 2.2. Directoire

Sur proposition de Nicolas de Tavernost, le Conseil de Surveillance réuni le 17 février 2015 a nommé David Larramendy comme Membre du Directoire du Groupe M6.

Le Directoire du Groupe M6 est composé de 4 membres :

- Nicolas de Tavernost, Président du Directoire,
- Thomas Valentin, Vice-Président du Directoire,
- Jérôme Lefébure, Membre du Directoire,
- David Larramendy, Membre du Directoire.

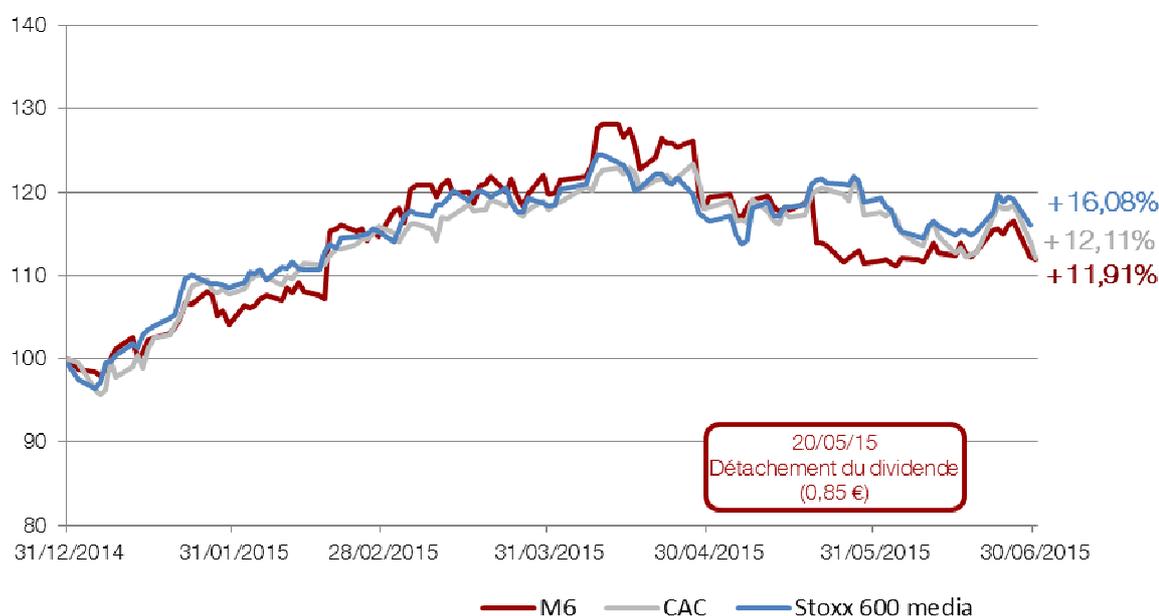
David Larramendy est Directeur Général de M6 Publicité et Directeur Général de M6 Interactions depuis le 8 décembre 2014.

## 3. CAPITAL ET COURS DE BOURSE

A la suite de l'exercice par les salariés d'options de souscription d'actions (plan du 6 mai 2008) au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015, le capital social de la société au 30 juin 2015 est composé de 126 414 248 actions d'une valeur nominale de 0,40 euros, soit un capital social de 50 565 699,20 euros.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015, le cours de bourse de M6 a progressé de +11,91% (calcul sur la base du cours de clôture du 31 décembre 2014), quand sur la même période le CAC 40 et le Stoxx 600 Media ont gagné respectivement +12,11% et +16,08%.

### **Evolution du cours de l'action M6 Métropole TV – 1<sup>er</sup> semestre 2015 :**



Source : Euronext

## 4. FACTEURS DE RISQUES ET LEUR GESTION

### 4.1. Risques et incertitudes concernant le semestre écoulé

Les principaux risques et incertitudes auxquels est soumis le Groupe sont détaillés dans le Document de Référence 2014 enregistré auprès de l'AMF en date du 23 mars 2015 et disponible sur le site [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) ainsi que sur le site de la société [www.groupeM6.fr](http://www.groupeM6.fr).

Les facteurs de risques principaux identifiés par le Groupe et qui y sont décrits sont les suivants :

- Risques liés à l'activité :
  - o Risques liés à la structure des marchés du Groupe,
  - o Evolution des technologies, modifications des usages,
  - o Sensibilité à la conjoncture économique,
  - o Adaptation de la structure de coûts et augmentation des prix,
  - o Risques liés aux délais de paiement.
- Risques de marché :
  - o Risques de change,
  - o Risques de taux,
  - o Risques sur action,
  - o Risques sur matières premières.
- Risque de crédit et de contrepartie
- Risque de liquidité
- Risques juridiques :
  - o Risques liés à la réglementation,
  - o Risques en matière de propriété intellectuelle, droits de la presse et de la personnalité,
  - o Risques liés au non-respect d'engagements contractuels,
  - o Litiges et évaluation financière,
  - o Procédures judiciaires et d'arbitrage.
- Risques opérationnels majeurs :
  - o Risques de diffusion et de transport du signal,
  - o Défaillance du contrôle interne, fraude, système d'information, concentration des achats,
  - o Risques industriels et environnementaux.

Concernant les principales procédures judiciaires et d'arbitrage mentionnées dans le document de référence 2014, les faits suivants sont à noter :

- ▶ Requalification en contrat de travail des candidats aux émissions de télé-réalité

Le 4 février 2015, la Cour de Cassation a considéré le pourvoi formé par la Société Studio 89, producteur, à l'encontre des 7 participants à l'émission Pékin Express comme non admis.

La décision de la Cour d'appel de Versailles du 10 septembre 2013 considérant que les participants étaient liés par un contrat de travail est donc devenue définitive.

Le Groupe M6 n'a plus aucun contentieux lié aux émissions de télé-réalité. Une nouvelle politique contractuelle a par ailleurs été mise en place par M6 depuis plusieurs années.



▶ **Recours devant le Conseil d'Etat**

Par une décision du 17 juin 2015, le Conseil d'Etat a annulé la décision du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel refusant la diffusion de Paris Première sur la TNT gratuite en juillet 2014, donnant ainsi raison au Groupe M6. Il a enjoint au régulateur de se prononcer à nouveau sur la demande de Paris Première dans un délai de six mois à compter de la décision.

▶ **Autres risques et contentieux**

Les risques financiers résultant des affaires en cours ont été estimés prudemment et provisionnés si nécessaire dans les comptes du Groupe. Par ailleurs, une mise à jour des expositions, sensibilités et couvertures éventuelles des risques de marché est détaillée en note 21.3 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

À la connaissance de la société, aucun autre événement significatif n'est intervenu au 1<sup>er</sup> semestre 2015, susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

Enfin aucun événement survenu depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, hors éléments déjà mentionnés, ne modifie la description des principaux risques et incertitudes telle qu'effectuée dans le Document de Référence 2014.

## 4.2. Risques et incertitudes concernant le second semestre

Les activités du Groupe sont pour partie soumises à des effets de saisonnalité, dont les principes généraux sont détaillés en note 5 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

Plus spécifiquement concernant l'exercice 2015, les éléments suivants peuvent être ajoutés :

- le Groupe M6 reste prudent face à un environnement économique encore incertain, et poursuivra la mise en œuvre de sa stratégie visant à renforcer l'efficacité de sa famille de chaînes ;
- les résultats des chaînes sont exposés d'une part à l'incertitude sur leurs recettes publicitaires mais également à un effet de saisonnalité sur les coûts de grille, lié à la mise en place en septembre des nouveaux programmes pour la saison 2015-2016 ;
- compte tenu de sa structure de coûts et des aléas liés aux éventuels transferts de joueurs, le Groupe n'est pas en mesure d'indiquer à ce stade avec précision le niveau de pertes du F.C.G.B en 2015. L'éventuelle qualification en phase de poules de l'Europa League aurait un impact sur le niveau de recettes du club au 2<sup>nd</sup> semestre 2015.

En conclusion, le Groupe souhaite donc rappeler que, compte tenu de la saisonnalité traditionnelle de ses activités et des incertitudes liées au contexte économique actuel, le niveau de résultat opérationnel courant au 30 juin 2015 ne peut servir de base d'extrapolation pour ce même indicateur sur l'ensemble de l'exercice.

# 5. RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

## 5.1. Etat du résultat global consolidé

Le Groupe M6 a appliqué de manière rétrospective sur 2014 la norme IFRIC 21 – *Taxes prélevées par une autorité publique*, qui affecte principalement le rythme de reconnaissance en période intermédiaire de certaines taxes.

### ► Présentation synthétique <sup>1</sup>

en M€	1 <sup>er</sup> trimestre 2015	% / 2014 r	2 <sup>ème</sup> trimestre 2015	% / 2014 r	1 <sup>er</sup> semestre 2015	1 <sup>er</sup> semestre 2014 retraité <sup>2</sup>	% variation
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>307,4</b>	<b>-1,5%</b>	<b>322,5</b>	<b>+0,1%</b>	<b>629,9</b>	<b>634,4</b>	<b>-0,7%</b>
Chiffre d'affaires publicitaire Groupe	191,9	+0,9%	213,7	+1,6%	405,6	400,4	+1,3%
- dont publicité chaînes gratuites	181,0	+0,6%	200,0	+1,1%	381,0	377,8	+0,8%
- dont publicité chaînes cab-sat et autres médias	10,9	+7,9%	13,7	+9,7%	24,5	22,5	+8,9%
Chiffre d'affaires non publicitaire	115,5	-5,4%	108,8	-2,7%	224,4	234,0	-4,1%
<b>Résultat opérationnel courant (EBITA) consolidé</b>					<b>102,6</b>	<b>110,4</b>	<b>-7,1%</b>
Produits et charges opérationnels liés aux regroupements d'entreprises					-0,5	-0,2	n.a
<b>Résultat opérationnel (EBIT) des activités poursuivies</b>					<b>102,0</b>	<b>110,2</b>	<b>-7,4%</b>
Résultat financier					0,4	1,8	n.a
Part dans les sociétés mises en équivalence					0,9	0,0	n.a
Impôts différés et exigibles					-45,0	-47,6	-5,4%
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>					<b>58,3</b>	<b>64,5</b>	<b>-9,7%</b>
<b>Résultat net de la période</b>					<b>58,3</b>	<b>64,5</b>	<b>-9,7%</b>
Résultat net de la période attribuable au Groupe					58,3	64,6	-9,7%

A l'issue du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2015, le Groupe M6 enregistre un chiffre d'affaires consolidé de 629,9 M€ (-0,7%). Après un 1<sup>er</sup> trimestre en recul, le Groupe affiche au 2<sup>ème</sup> trimestre un chiffre d'affaires stable (+0,1%), grâce à ses activités télévisuelles : les audiences du Groupe progressent en 2015 dans un marché toujours plus fragmenté, et l'offre publicitaire du Groupe (M6, Puissance TNT, chaînes payantes et internet) constitue une réponse efficace aux besoins des annonceurs.

Sur le 1<sup>er</sup> semestre, les recettes publicitaires du Groupe progressent en effet de +1,3%, dans un marché publicitaire TV qui confirme sa stabilisation, quand les revenus non publicitaires, affectés notamment par un calendrier de sorties cinéma moins favorable que l'année dernière, affichent un repli de -4,1%.

Le résultat opérationnel courant (EBITA) consolidé du Groupe M6 s'établit à 102,6 M€, en repli (-7,9 M€), principalement en raison du niveau de pertes du F.C.G.B (-5,6 M€, après un résultat opérationnel courant de +0,2 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2014), mais aussi de la baisse de la contribution des activités liées au niveau de consommation des ménages (Téléachat, Musique).

En conséquence la marge opérationnelle courante consolidée ressort à 16,3%.

<sup>1</sup> L'information présentée vise à faire ressortir la répartition du chiffre d'affaires consolidé en fonction des recettes publicitaires et non publicitaires. Les recettes publicitaires du groupe incluent le chiffre d'affaires des chaînes de télévision gratuite M6, W9 et 6ter, la part publicitaire des recettes des chaînes payantes, et la part publicitaire de chiffre d'affaires des activités de diversifications (support Internet essentiellement).

Le résultat opérationnel courant (ou EBITA) se définit comme le résultat opérationnel (ou EBIT) avant prise en compte des produits et charges opérationnels liés aux regroupements d'entreprises et du résultat de cession d'actifs financiers et de filiales.

Le résultat financier atteint 0,4 M€, contre 1,8 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2014, et reflète la baisse du rendement des placements de trésorerie ainsi que le recul du montant moyen placé.

La charge d'impôt s'élève à -45,0 M€, en baisse de -2,6 M€ sur un an, du fait de la baisse du résultat opérationnel.

Le résultat net s'établit ainsi à 58,3 M€, soit une marge nette de 9,3%.

Par segment, les évolutions sont les suivantes :

en M€	1 <sup>er</sup> Trimestre			2 <sup>ème</sup> Trimestre			1 <sup>er</sup> Semestre		
	2015	2014 r	%	2015	2014 r	%	2015	2014 r	%
TV	196,1	195,8	+0,1%	215,7	212,3	+1,6%	411,8	408,1	+0,9%
Production & Droits audiovisuels	27,0	30,7	-11,9%	21,6	24,8	-12,8%	48,6	55,4	-12,3%
Diversifications	84,3	85,7	-1,7%	85,1	85,0	+0,1%	169,4	170,7	-0,8%
Autres CA	0,1	0,1	n.a	0,1	0,1	n.a	0,2	0,2	n.a
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>307,4</b>	<b>312,2</b>	<b>-1,5%</b>	<b>322,5</b>	<b>322,2</b>	<b>+0,1%</b>	<b>629,9</b>	<b>634,4</b>	<b>-0,7%</b>
TV							79,7	79,1	+0,7%
Production & Droits audiovisuels							3,8	2,7	+37,8%
Diversifications							21,4	31,2	-31,6%
Eliminations et résultats non affectés							-2,3	-2,7	n.a
<b>Résultat opérationnel courant consolidé (EBITA)</b>	<b>39,7</b>	<b>39,1</b>	<b>+1,3%</b>	<b>62,9</b>	<b>71,3</b>	<b>-11,8%</b>	<b>102,6</b>	<b>110,4</b>	<b>-7,1%</b>

### ► Télévision

Dans un marché toujours caractérisé par une visibilité limitée, les recettes publicitaires des chaînes gratuites enregistrent au 1<sup>er</sup> semestre 2015 une progression de +0,8%.

Dans un environnement marqué par le processus de fragmentation (les 6 nouvelles chaînes de la TNT HD gagnent +1,5 pts sur le semestre), la famille de chaînes gratuites du Groupe M6 progresse et réalise au 1<sup>er</sup> semestre 2015 une part d'audience moyenne de 13,4% (*source Médiamétrie*) sur les 4 ans et plus (+0,1 pt, seul groupe historique à progresser) et de 20,5% sur la cible commerciale :

- la chaîne M6 maintient son rang de 2<sup>ème</sup> chaîne auprès des moins de 50 ans sur l'ensemble de la journée, grâce à l'efficacité de ses marques fortes (*Scènes de Ménages, L'Amour est dans le pré, Top Chef, Cauchemar en cuisine,...*), et aux performances des lancements de la saison (*The Island, Scorpion, ...*) ;
- W9 conserve son rang de leader TNT en 1<sup>ère</sup> partie de soirée et s'affirme comme la 2<sup>ème</sup> chaîne TNT auprès des femmes responsables des achats de moins de 50 ans sur l'ensemble de la journée.  
Au cours du semestre, la chaîne a notamment battu le record historique de la TNT grâce à la diffusion de la Coupe du Monde féminine de football (*Allemagne-France*: 4,1 M de téléspectateurs).
- 6ter s'inscrit comme la 1<sup>ère</sup> des nouvelles chaînes TNT sur la cible commerciale (femmes responsables des achats de moins de 50 ans).

Ces performances permettent au Groupe M6 d'enregistrer sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> semestre le meilleur bilan d'audience des groupes audiovisuels.

L'activité TV contribue à hauteur de 79,7 M€ à l'EBITA, contre 79,1 M€ au 30 juin 2014, avec un coût de la grille des chaînes gratuites de 208,6 M€, en augmentation de +1,6%.

Le Groupe M6 maintient ainsi la marge opérationnelle courante de son cœur de métier, qui atteint 19,4%.

### ► Production et droits audiovisuels

Au 1<sup>er</sup> semestre 2015, le chiffre d'affaires de l'activité Production et Droits audiovisuels s'élève à 48,6 M€, en recul de -12,3% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014, en raison d'un calendrier de sorties cinéma plus réduit (4 films sortis en salles par SND, vs. 9 films au 1<sup>er</sup> semestre 2014).



Le 1<sup>er</sup> semestre 2015 a néanmoins été marqué par les succès de *Divergente 2* au cinéma (2,4 millions d'entrées), et d'*Astérix, le Domaine des Dieux* en vidéo (171 000 exemplaires physiques vendus), qui permettent à l'activité d'afficher un EBITA de +3,8 M€, en progression de +1,0 M€.

#### ► Diversifications

Au 1<sup>er</sup> semestre 2015, le chiffre d'affaires des Diversifications s'élève à 169,4 M€ (-0,8% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014), avec une contribution à l'EBITA de 21,4 M€ (-31,6%), qui s'explique principalement par :

- le F.C.G.B, qui a terminé le championnat de France de Ligue 1 à la 6<sup>ème</sup> place, lui permettant d'accéder au 3<sup>ème</sup> tour de qualification de l'Europa League, et dont les pertes s'élèvent à -5,6 M€ (vs. +0,2 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2014) en raison notamment des investissements consentis dans l'effectif du club ;
- Ventadis, qui voit son chiffre d'affaires et son EBITA reculer respectivement de -5,5 M€ et -1,9 M€ en raison de la contraction des activités de téléachat, en lien avec une consommation des ménages atone ;
- M6 Web dont le résultat opérationnel courant s'établit à 16,8 M€, contre 17,5 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2014.  
Le chiffre d'affaires de M6 Web progresse néanmoins de +5,1 M€ (+11,4%) à 50,1 M€ grâce à l'intégration d'Oxygem, société acquise début 2015 qui opère différents sites Internet (*CuisineAZ.com, Passeportsanté.net, Radins.com, Météocity.com, Fourchette-et-bikini.fr*), et qui permet au Groupe de se positionner comme le 1<sup>er</sup> Groupe TV français sur internet avec 13,9 M de visiteurs uniques mensuels (*source Médiamétrie-Nielsen Netratings, mai 2015*).

La marge opérationnelle courante des Diversifications hors F.C.G.B atteint 19,7% au 1<sup>er</sup> semestre 2015, soit un niveau similaire à celle de l'activité TV.

## 5.2. Etat de la situation financière consolidée

Au 30 juin 2015, le total bilan s'établit à 1 208,3 M€ en recul de -54,8 M€ (-4,3%) par rapport au 31 décembre 2014.

**Les actifs non courants s'élèvent à 366,5 M€, contre 336,2 M€ au 31 décembre 2014.**

Cette progression reflète :

- l'accroissement des immobilisations incorporelles (+15,4 M€) sous l'effet notamment du goodwill de 16,9 M€ généré par l'acquisition le 9 janvier 2015 du groupe Oxygem ;
- la hausse des autres actifs non courants après le versement définitif de la somme de 20,0 M€ au bénéfice de la ville de Bordeaux à titre d'avance sur les loyers dus par le Football Club des Girondins de Bordeaux sur la durée de la convention d'occupation du nouveau stade (30 ans).

**Hors trésorerie et équivalents de trésorerie, les actifs courants s'établissent à 713,9 M€ en nette progression (+48,0 M€ soit +7,2%) par rapport au 31 décembre 2014.**

L'augmentation des créances clients nettes (+46,5 M€ soit +17,6%) explique l'essentiel de la variation comme chaque année au cours du 1<sup>er</sup> semestre (+53,6 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2014) en raison de la saisonnalité des activités.

La baisse des autres actifs financiers courants (-19,7 M€), reflétant la récupération du dépôt de 20,0 M€ consenti dans le cadre du projet de nouveau stade de la ville de Bordeaux, et l'accroissement des stocks de droits de diffusion (+14,0 M€) sont les deux principales variations enregistrées sur les autres postes de l'actif courant.



**La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 127,8 M€, en recul de -133,1 M€ par rapport au 31 décembre 2014** (cf. commentaires sur le tableau de flux de trésorerie consolidé).

Au passif du bilan, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 529,9 M€.

Leur variation par rapport à la clôture 2014 (-53,1 M€) s'explique principalement par :

- la distribution de dividendes pour -108,0 M€ ;
- le résultat net part du Groupe du 1<sup>er</sup> semestre 2015 pour +58,3 M€.

**Les autres éléments composant le passif (passifs courants et non courants) s'établissent à 678,6 M€, stables par rapport au 31 décembre 2014 (680,4 M€), l'augmentation des dettes fournisseurs (+23,9 M€) sous l'effet de la saisonnalité de l'activité étant notamment compensée par la diminution des autres passifs courants.**

### 5.3. Tableau de trésorerie consolidé

**Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles s'élèvent à +39,0 M€ au 30 juin 2015, à un niveau significativement inférieur à celui relevé au 30 juin 2014 (+61,8 M€).**

Cette baisse de -22,8 M€ résulte des évolutions suivantes :

- le recul de la capacité d'autofinancement avant impôt dégagée par le Groupe (-6,9 M€ à 150,9 M€) reflète principalement un résultat opérationnel (EBIT) en retrait (-8,2 M€) ;
- la variation du besoin en fonds de roulement (« BFR »), hors créance et dette d'impôt, se traduit par un emploi de la trésorerie pour -60,0 M€, contre -56,6 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2014 ;
- le versement définitif de la somme de 20,0 M€ au bénéfice de la ville de Bordeaux à titre d'avance sur les loyers dus par le Football Club des Girondins de Bordeaux sur la durée de la convention d'occupation du nouveau stade (30 ans) ;
- le décaissement lié à l'impôt sur le résultat s'établit à -31,9 M€ contre -39,4 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2014. Cette variation (+7,5 M€) d'une période à une autre reflète principalement l'effet positif, sur le 1<sup>er</sup> semestre 2015, de la liquidation de l'impôt 2013.

**Pour les six premiers mois de 2015, les flux de trésorerie affectés aux investissements ont consommé pour -89,2 M€ de trésorerie alors qu'ils en avaient consommé pour -63,9 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2014.**

Cet accroissement de la trésorerie consommée reflète essentiellement l'augmentation des décaissements nets au titre des acquisitions et cessions d'entités (-19,9 M€) sous l'effet notamment de l'acquisition du groupe Oxygem.

**Les flux de trésorerie résultant des opérations de financement constituent un emploi à hauteur de -82,9 M€ quand ces flux s'établissaient à -107,1 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2014.**

Cette variation de +24,2 M€ s'explique principalement par la récupération du dépôt de 20 M€ consenti dans le cadre du projet du nouveau stade de Bordeaux.

**Le semestre se traduit donc par une baisse de la trésorerie de -133,1 M€ par rapport au 31 décembre du précédent exercice, contre une baisse de trésorerie de -109,2 M€ observée sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014.**

**La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent ainsi à +127,8 M€ au 30 juin 2015 contre +176,2 M€ au 30 juin 2014.**

**Le Groupe affiche une trésorerie nette de +129,0 M€ au 30 juin 2015.**



## 5.4. Parties liées

Les informations concernant les transactions réalisées avec les parties liées sont détaillées en note 26 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

## 5.5. Evénements post-clôture

A la connaissance de la société, aucun autre événement significatif n'est intervenu depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015 susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du groupe.

## 5.6. Information sectorielle

### Télévision

En M€	30/06/2015			30/06/2014			Variation 2015/2014		
	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)
Total Pôle TV	421,9	411,8	79,7	417,8	408,1	79,1	4,1	3,7	0,6

### Production et droits audiovisuels

En M€	30/06/2015			30/06/2014			Variation 2015/2014		
	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)
Total Pôle Production & Droits Audiovisuels	52,8	48,6	3,8	62,4	55,4	2,7	(9,5)	(6,7)	1,1

### Diversifications

En M€	30/06/2015			30/06/2014			Variation 2015/2014		
	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)
Pôle Interactions	4,9	3,8	1,9	6,6	5,0	3,4	(1,7)	(1,2)	(1,5)
Ventadis	86,1	83,2	8,3	90,8	88,7	10,2	(4,7)	(5,5)	(1,9)
M6 Web	51,3	50,1	16,8	46,3	45,0	17,5	5,0	5,1	(0,7)
F.C.G.B	32,5	32,3	(5,6)	32,2	32,0	0,2	0,3	0,3	(5,8)
Eliminations intra-segment	(4,2)	-	-	(4,0)	-	-	(0,2)	-	-
Total Diversifications	170,6	169,4	21,4	171,9	170,7	31,2	(1,4)	(1,3)	(9,9)

## 5.7. TV gratuite : marge brute de la grille

En M€	30/06/2015	30/06/2014	Variation 2015/2014	
			En M€	En %
Chiffre d'affaires - Publicité hors-Groupes	381,0	377,8	3,2	0,8%
Chiffre d'affaires - Publicité Groupes	5,7	5,7	0,0	0,7%
<b>Coût de la régie, taxes d'activité et coûts de diffusion</b>	<b>(93,8)</b>	<b>(91,5)</b>	<b>(2,3)</b>	<b>2,5%</b>
<b>Recettes nettes diffuseurs</b>	<b>292,9</b>	<b>292,0</b>	<b>0,9</b>	<b>0,3%</b>
<b>Coût de la grille</b>	<b>(208,6)</b>	<b>(205,3)</b>	<b>(3,3)</b>	<b>1,6%</b>
<b>Marge Brute de la grille</b>	<b>84,3</b>	<b>86,7</b>	<b>(2,4)</b>	<b>-2,8%</b>
<b>En %</b>	<b>28,8%</b>	<b>29,7%</b>		





METROPOLE TELEVISION - M6  
SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE  
AU CAPITAL DE 50 565 699,20 €

SIEGE SOCIAL : 89 AVENUE CHARLES DE GAULLE - 92575 NEUILLY-SUR-  
SEINE CEDEX

339 012 452 RCS NANTERRE

**Comptes consolidés  
semestriels résumés au  
30/06/2015**



A.	Etats financiers consolidés au 30/06/2015 .....	<b>25</b>
1.	Etat de la situation financière consolidée .....	25
2.	Etat du résultat global consolidé.....	26
3.	Tableau de flux de trésorerie consolidés .....	27
4.	Etat de variation des capitaux propres consolidés .....	28
B.	Notes annexes aux comptes consolidés .....	<b>29</b>
1.	Faits marquants du semestre .....	29
2.	Informations sur l'entreprise .....	29
3.	Préparation et présentation des états financiers consolidés .....	29
4.	Changements de méthode .....	30
5.	Saisonnalité .....	31
6.	Regroupements d'entreprises .....	31
7.	Informations sectorielles .....	32
8.	Autres produits opérationnels et autres charges opérationnelles .....	35
9.	Rémunérations en actions.....	35
10.	Résultat financier .....	37
11.	Impôt sur le résultat .....	37
12.	Activités en cours de cession / cédées.....	39
13.	Résultat par action.....	39
14.	Dividendes .....	39
15.	Immobilisations incorporelles .....	40
16.	Goodwill .....	41
17.	Immobilisations corporelles .....	42
18.	Stocks .....	42
19.	Participations dans les coentreprises et entreprises associées .....	43
20.	Instruments financiers .....	44
21.	Risques liés aux instruments financiers .....	48
22.	Capitaux propres .....	53
23.	Indemnités de départ en retraite.....	55
24.	Provisions .....	56
25.	Actifs et passifs éventuels .....	58
26.	Parties liées .....	59
27.	Événements post clôture .....	61
28.	Périmètre .....	62

## A. Etats financiers consolidés au 30/06/2015

## 1. Etat de la situation financière consolidée

ACTIF			
<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2015	31/12/2014 (1)
Goodwill	15 et 16	89,7	72,7
Droits audiovisuels	15	32,6	38,7
Autres immobilisations incorporelles	15	78,5	74,1
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		<b>200,9</b>	<b>185,5</b>
Terrains	17	19,3	19,3
Constructions	17	78,8	81,2
Autres immobilisations corporelles	17	22,1	20,8
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>120,2</b>	<b>121,2</b>
Actifs financiers disponibles à la vente	20.1	0,2	0,2
Autres actifs financiers non courants	20.1	5,1	4,7
Participations dans les coentreprises et les entreprises associées	19	6,1	5,6
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		<b>11,4</b>	<b>10,5</b>
Autres actifs non courants	20.1	19,2	-
Actifs d'impôts différés	11	14,9	19,0
<b>ACTIF NON COURANT</b>		<b>366,5</b>	<b>336,2</b>
Stocks de droits de diffusion	18	217,3	203,3
Autres stocks	18	18,7	13,5
Créances clients nettes	20.1	311,4	264,9
Impôts courants		6,1	7,4
Instruments financiers dérivés	21.3	2,0	1,8
Autres actifs financiers courants	20.1	0,3	20,0
Autres actifs courants	20.1	158,1	155,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20.1	127,8	260,9
<b>ACTIF COURANT</b>		<b>841,8</b>	<b>926,9</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>1 208,3</b>	<b>1 263,1</b>
PASSIF			
<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2015	31/12/2014 (1)
Capital social		50,6	50,5
Prime d'émission		7,6	5,4
Actions propres		(1,4)	(1,2)
Réserves consolidées		427,2	410,2
Autres réserves		(12,4)	(5,4)
Résultat part du Groupe		58,3	123,4
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>		<b>529,9</b>	<b>583,0</b>
Intérêts non-contrôlants		(0,2)	(0,3)
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>529,7</b>	<b>582,7</b>
Provisions	23 et 24	11,3	10,3
Dettes financières	20.2	1,3	2,2
Autres passifs financiers	20.2	27,6	18,9
Dettes sur immobilisations		-	-
Autres dettes	20.2	0,9	0,9
Passifs d'impôts différés	11	2,7	-
<b>PASSIF NON COURANT</b>		<b>43,8</b>	<b>32,4</b>
Provisions	24	68,7	86,2
Dettes financières	20.2	0,9	0,5
Instruments financiers dérivés	21.3	0,2	-
Autres passifs financiers	20.2	10,7	13,8
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20.2	416,9	393,0
Autres dettes d'exploitation	20.2	45,3	53,5
Impôts courants		1,4	1,3
Dettes fiscales et sociales	20.2	80,3	82,9
Dettes sur immobilisations	20.2	10,3	16,9
<b>PASSIF COURANT</b>		<b>634,8</b>	<b>648,0</b>
<b>TOTAL PASSIF &amp; CAPITAUX PROPRES</b>		<b>1 208,3</b>	<b>1 263,1</b>

(1) Inclut l'impact de l'application rétrospective au 1<sup>er</sup> janvier 2014 d'IFRIC 21 - *Taxes prélevées par une autorité publique*. Les rubriques de bilan impactées par la première application de cette interprétation sont « Dettes fiscales et sociales », « Actifs d'impôts différés » et « Réserves consolidées » (cf. note 4 – *Changement de méthode*).

## 2. Etat du résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2015	30/06/2014 (1)
<b>COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE</b>			
Chiffre d'affaires	7	629,9	634,4
Autres produits opérationnels	8.1	4,5	4,0
<b>Total des produits opérationnels</b>		<b>634,5</b>	<b>638,4</b>
Consommations et autres charges opérationnelles	8.2	(313,1)	(330,6)
Charges de personnel (yc participation)		(124,1)	(117,4)
Impôts, taxes et versements assimilés		(30,5)	(30,5)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations (nettes de reprises)	8.3	(64,8)	(49,6)
Perte de valeur des actifs non amortissables	8.3 / 16	-	-
<b>Total des charges opérationnelles</b>		<b>(532,4)</b>	<b>(528,1)</b>
Plus-value sur cessions d'immobilisations		-	-
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>102,0</b>	<b>110,2</b>
Produits de la trésorerie		1,0	2,4
Coût de l'endettement		-	(0,1)
Réévaluation des instruments dérivés		(0,1)	(0,1)
Plus-values de cession des actifs financiers disponibles à la vente	20.1	-	-
Autres éléments financiers		(0,5)	(0,3)
<b>Résultat financier</b>	10	<b>0,4</b>	<b>1,8</b>
Part du résultat dans les coentreprises et les entreprises associées	19	0,9	-
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>103,3</b>	<b>112,1</b>
Impôt sur le résultat	11	(45,0)	(47,6)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>58,3</b>	<b>64,5</b>
Profit ou perte après impôt des activités en cours de cession / cédées	12	-	0,0
<b>Résultat net de la période</b>		<b>58,3</b>	<b>64,5</b>
<b>attribuable au Groupe</b>		<b>58,3</b>	<b>64,6</b>
attribuable aux intérêts non contrôlants		(0,0)	(0,1)
Résultat part du Groupe par action (en euros)	13	0,462	0,515
Résultat part du Groupe par action des activités poursuivies (en euros)	13	0,462	0,515
Résultat dilué part du Groupe par action (en euros)	13	0,458	0,512
Résultat dilué part du Groupe par action des activités poursuivies (en euros)	13	0,458	0,511
<b>RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE</b>			
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>58,3</b>	<b>64,5</b>
<i>Autres éléments du résultat global recyclables en résultat :</i>			
Variation de la valeur des instruments dérivés		(10,9)	(6,4)
Variation de la valeur des actifs disponibles à la vente	20.1	-	-
Variation des écarts de conversion		0,1	-
Impôts sur les éléments recyclables	11	3,8	2,2
<i>Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat :</i>			
Pertes et gains actuariels		(0,5)	(0,4)
Impôts sur les éléments non recyclables	11	0,2	0,1
<b>Autres éléments du résultat global</b>	22.3	<b>(7,3)</b>	<b>(4,4)</b>
<b>Résultat global de la période</b>		<b>51,0</b>	<b>60,1</b>
attribuable au Groupe		51,0	60,2
attribuable aux intérêts non contrôlants		(0,0)	(0,1)

(1) Inclut l'impact de l'application rétrospective au 1<sup>er</sup> janvier 2014 d'IFRIC 21 - *Taxes prélevées par une autorité publique*. Les rubriques de résultat impactées par la première application de cette interprétation sont « Impôts, taxes et versements assimilés » et « Impôt sur le résultat » (cf. note 4 – *Changement de méthode*).

### 3. Tableau de flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2015	30/06/2014 (1)
Résultat opérationnel des activités poursuivies		102,0	110,2
Amortissements et provisions hors actifs circulants		44,7	43,5
Plus-values et moins-values de cession		(0,2)	(1,2)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		3,1	2,9
<b>Résultat opérationnel retraité des éléments sans incidence sur la trésorerie</b>		<b>149,6</b>	<b>155,4</b>
Produits perçus de la trésorerie	10	1,4	2,5
Intérêts payés	10	(0,0)	(0,1)
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT IMPOT</b>		<b>150,9</b>	<b>157,8</b>
Diminution / (Augmentation) des stocks nets	18	(19,3)	(34,7)
Diminution / (Augmentation) des créances d'exploitation nettes	20	(48,4)	(34,6)
(Diminution) / Augmentation des dettes d'exploitation	20	7,7	12,7
<b>VARIATION du BESOIN en FONDS de ROULEMENT</b>		<b>(60,0)</b>	<b>(56,6)</b>
Avances au titre de contrats de location	20	(20,0)	-
Impôt sur les sociétés et assimilés décaissés	11	(31,9)	(39,4)
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>		<b>39,0</b>	<b>61,8</b>
<b>Opérations d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	15	(55,4)	(56,7)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	17	(4,4)	(2,9)
Acquisitions d'immobilisations financières	20	(0,2)	(0,6)
Trésorerie nette résultant d'acquisitions de filiales et d'activités		(31,3)	(5,7)
Trésorerie nette résultant des cessions de filiales		-	0,5
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	15 / 17	1,9	1,1
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	20	0,1	(0,1)
Dividendes reçus		-	0,6
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>(89,2)</b>	<b>(63,9)</b>
<b>Opérations de financement</b>			
Augmentation / réduction de capital	22	-	-
Actifs financiers	20	19,3	(0,3)
Passifs financiers		(1,1)	(0,6)
Produits des exercices de stock-options	22	6,3	0,3
Acquisitions et cessions d'actions propres	22	(0,2)	0,1
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	14	(107,2)	(106,5)
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		<b>(82,9)</b>	<b>(107,1)</b>
Flux de trésorerie liés aux activités en cours de cession / cédées	12	-	0,0
Effet des écarts de conversion de trésorerie		0,1	-
<b>VARIATION GLOBALE DE TRESORERIE</b>	<b>20</b>	<b>(133,1)</b>	<b>(109,2)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	20	260,9	285,4
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE</b>		<b>127,8</b>	<b>176,2</b>

(1) Inclut l'impact de l'application rétrospective au 1<sup>er</sup> janvier 2014 d'IFRIC 21 - Taxes prélevées par une autorité publique (cf. note 4 – Changement de méthode).

## 4. Etat de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions (en milliers)	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Réserves consolidées Résultat Groupe	Variations des justes valeurs Ecart de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts non contrôliants	Capitaux propres
SITUATION AU 1 <sup>er</sup> JANVIER 2014 <sup>(1)</sup>	125 985,4	50,4	1,2	(6,9)	531,0	(2,3)	573,3	0,3	573,6
Variation de la valeur des instruments dérivés						(4,2)	(4,2)	-	(4,2)
Variation de la valeur des actifs disponibles à la vente						-	-	-	-
Pertes et gains actuariels					(0,2)	-	(0,2)	-	(0,2)
Ecart de conversion						-	-	-	-
Autres éléments du résultat					(0,2)	(4,2)	(4,4)	-	(4,4)
Résultat de la période					64,6		64,6	(0,1)	64,5
<b>Résultat global total de la période</b>					<b>64,4</b>	<b>(4,2)</b>	<b>60,2</b>	<b>(0,1)</b>	<b>60,1</b>
Dividendes distribués					(107,0)		(107,0)	(0,0)	(107,1)
Variations de capital de l'entreprise consolidante	18,8		0,3				0,3		0,3
Acquisitions/Cessions d'actions propres							-		-
<b>Total des transactions actionnaires</b>			<b>0,3</b>		<b>(107,0)</b>		<b>(106,7)</b>	<b>(0,0)</b>	<b>(106,8)</b>
Coûts des stocks options et des actions gratuites (IFRS2)					2,6		2,6		2,6
Instruments de couverture des attributions d'actions gratuites				0,1			0,1		0,1
Autres mouvements					(12,0)		(12,0)	(0,3)	(12,3)
SITUATION AU 30 JUIN 2014	125 984,2	50,4	1,4	(6,9)	478,9	(6,5)	517,4	(0,1)	517,3
SITUATION AU 1 <sup>er</sup> JANVIER 2015	126 262,4	50,5	5,4	(1,2)	533,6	(5,4)	583,0	(0,3)	582,7
Variation de la valeur des instruments dérivés						(7,2)	(7,2)	-	(7,2)
Variation de la valeur des actifs disponibles à la vente						-	-	-	-
Pertes et gains actuariels					(0,3)		(0,3)		(0,3)
Ecart de conversion						0,1	0,1		0,1
Autres éléments du résultat					(0,3)	(7,0)	(7,3)	-	(7,3)
Résultat de la période					58,3		58,3	(0,0)	58,3
<b>Résultat global total de la période</b>					<b>58,0</b>	<b>(7,0)</b>	<b>51,0</b>	<b>(0,0)</b>	<b>51,0</b>
Dividendes distribués					(108,0)		(108,0)		(108,0)
Variations de capital de l'entreprise consolidante	151,8	0,1	2,2				2,2		2,2
Acquisitions/Cessions d'actions propres				(0,2)			(0,2)		(0,2)
<b>Total des transactions actionnaires</b>		<b>0,1</b>	<b>2,2</b>	<b>(0,2)</b>	<b>(108,0)</b>		<b>(106,0)</b>		<b>(106,0)</b>
Coûts des stocks options et des actions gratuites (IFRS2)					3,0		3,0		3,0
Instruments de couverture des attributions d'actions gratuites							-		-
Autres mouvements <sup>(2)</sup>					(1,0)		(1,0)	0,1	(0,9)
SITUATION AU 30 JUIN 2015	126 414,2	50,6	7,6	(1,4)	485,5	(12,4)	529,9	(0,2)	529,7

<sup>(1)</sup> Inclut l'impact de l'application rétrospective au 1<sup>er</sup> janvier 2014 d'IFRIC 21 - Taxes prélevées par une autorité publique (cf. note 4 – Changement de méthode).

<sup>(2)</sup> En application de la norme IFRS 10 – Etats financiers consolidés, l'option sur la participation restante de 19,5% dans GM6 est comptabilisée en capitaux propres pour sa juste valeur retenue à la date d'acquisition, soit 0,7 M€.

## B. Notes annexes aux comptes consolidés

Sauf indication contraire, tous les montants cités dans l'annexe sont libellés en millions d'euros.

### 1. Faits marquants du semestre

Le 9 janvier 2015, le Groupe M6, à travers sa filiale M6 Web, a conclu l'acquisition de 100% du capital de la société OXYGEM, société française regroupant des activités d'édition de sites internet et de services e-marketing (cf. note 6 – *Regroupement d'entreprises*).

Le 13 janvier 2015, les Groupes M6 et Canal+ ont renouvelé leur accord pluriannuel concernant la distribution de l'ensemble des chaînes et services du Groupe M6 par Canalsat, soit M6, W9, 6TER, TEVA, PARIS PREMIERE, M6 MUSIC, GIRONDINS TV, leur service de télévision de rattrapage, et M6 BOUTIQUE AND CO.

### 2. Informations sur l'entreprise

Les états financiers consolidés au 30 juin 2015 du groupe dont Métropole Télévision est la société mère (le Groupe) ont été arrêtés par le Directoire du 27 juillet 2015 et examinés par le Conseil de Surveillance du 28 juillet 2015. Ils sont constitués des états financiers résumés et d'une sélection de notes explicatives.

Métropole Télévision est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, domiciliée au 89, avenue Charles de Gaulle, à Neuilly-sur-Seine en France. Elle est cotée à Paris sur le compartiment A d'Euronext (code ISIN FR0000053225). Elle est en outre consolidée suivant la méthode de l'intégration globale par le Groupe RTL, coté sur les marchés de Bruxelles, de Luxembourg et de Francfort.

### 3. Préparation et présentation des états financiers consolidés

#### DECLARATION DE CONFORMITE ET BASES DE PREPARATION

Les comptes consolidés du 1<sup>er</sup> semestre 2015 ont été préparés en conformité avec IAS 34 - *Information financière intermédiaire* et sur la base d'états financiers résumés conformes aux normes IFRS en vigueur au sein de l'Union Européenne.

Le référentiel IFRS adopté dans l'Union Européenne au 30 juin 2015 est disponible à la rubrique Normes et interprétations IAS/IFRS, SIC et IFRIC adoptées par la Commission sur le site suivant : [http://ec.europa.eu/finance/accounting/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/finance/accounting/index_fr.htm).

Les comptes semestriels n'incluent donc pas l'intégralité des informations nécessaires à l'établissement de comptes annuels. Ils doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2014.

#### REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe pour établir les comptes consolidés au 30 juin 2015 sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2014, à l'exception des nouvelles normes, amendements aux normes existantes et nouvelles interprétations d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

#### NOUVELLES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRETATIONS EN VIGUEUR AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNE ET D'APPLICATION OBLIGATOIRE POUR LES EXERCICES OUVERTS AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2015

L'adoption de l'interprétation IFRIC 21 – *Taxes prélevées par une autorité publique*, applicable au plus tard aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, affecte les règles et méthodes comptables du Groupe.



L'incidence principale pour le Groupe est le changement de rythme de reconnaissance en période intermédiaire de certaines taxes, telles que la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (C3S) ou la taxe foncière.

Ce changement fait l'objet d'une présentation détaillée dans la note 4 *Changements de méthode*.

Par ailleurs, aucune norme n'a été appliquée par anticipation sur le semestre.

#### NORMES PUBLIEES PAR L'IASB MAIS NON ENCORE APPROUVEES PAR L'UNION EUROPEENNE

Le Groupe pourrait être concerné par :

- Amendements à IAS 1 – *Présentation des états financiers – Initiative informations à fournir*, applicables aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 – *Clarification sur les modes d'amortissement acceptables*, applicables aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 – *Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise* ;
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 – *Exemption de consolidation applicable aux entités d'investissement*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;
- Amendements à IFRS 11 – *Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune*, applicables aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;
- IFRS 9 – *Instruments financiers*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- IFRS 15 – *Produits provenant de contrats avec les clients*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;
- Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2012-2014), applicables à compter des exercices ouverts au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

L'application de ces textes ne devrait pas avoir d'effet matériel sur les situation et performance financières du Groupe.

## 4. Changements de méthode

Au 1<sup>er</sup> semestre 2015, le Groupe a appliqué pour la première fois l'interprétation IFRIC 21 - *Taxes prélevées par une autorité publique*, qui précise la comptabilisation des taxes diverses, droits et autres prélèvements dans le champ d'application d'IAS 37 – *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. Cette interprétation, d'application rétrospective au 1<sup>er</sup> janvier 2014, impose notamment la comptabilisation de la dette relative à une taxe quand et uniquement quand le fait générateur, tel que prévu par la législation, se produit.

Cette approche diffère significativement de l'ancien mode de comptabilisation retenu pour un certain nombre de taxes.

La comptabilisation de la dette peut ainsi être déconnectée de la réalisation des éléments d'assiette de la taxe.

Les impacts pour le Groupe sont les suivants :

- la taxe foncière et la taxe annuelle sur les bureaux ne sont plus étalées sur l'année N mais sont enregistrées en totalité au 1<sup>er</sup> janvier N car le fait générateur de l'obligation légale est d'être propriétaire de l'immeuble concerné au 1<sup>er</sup> janvier N ;
- la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (C3S) payable en année N était jusqu'à présent provisionnée en année N-1 au prorata du chiffre d'affaires réalisé. Elle est dorénavant



comptabilisée au 1<sup>er</sup> janvier N car le fait générateur de l'obligation légale est l'existence, au 1<sup>er</sup> janvier N, de la société redevable de la C3S.

L'application d'IFRIC 21 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 nécessite de retraiter les données comparatives 2014 conformément à la norme IAS 8 - *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*.

Les impacts sur l'état de la situation financière consolidée au 1<sup>er</sup> janvier 2014 sont ainsi les suivants :

- diminution des dettes fiscales et sociales de 2,5 M€ ;
- diminution des actifs d'impôts différés relatifs à ces dettes de 0,9 M€ ;
- augmentation (en contrepartie) des réserves consolidées de 1,6 M€.

Les impacts sur le compte de résultat de l'exercice 2014 sont présentés ci-dessous (en M€) :

Exercice 2014	Résultat opérationnel courant (EBITA)		Résultat net de la période		Impacts IFRIC 21	
	Publié	Retraité	Publié	Retraité	EBITA	Résultat net
30 juin	112,3	110,4	65,7	64,5	-1,9	-1,2
31 décembre	207,5	207,5	123,2	123,2	-	-

## 5. Saisonnalité

Les activités du Groupe sont pour partie soumises à des effets de saisonnalité et il en résulte généralement un résultat net consolidé du premier semestre supérieur à celui enregistré sur le second semestre.

Notamment, les chaînes pâtissent au cours du second semestre à la fois d'un niveau moindre des recettes publicitaires durant les mois d'été et d'une augmentation des coûts liés aux programmes au moment de la rentrée de septembre et des fêtes de fin d'année. Cette saisonnalité peut cependant être significativement modifiée dans le cas où un ou des événements ponctuels pesant sur le coût des programmes (événements sportifs majeurs par exemple) sont diffusés au cours du premier semestre.

Les activités du pôle Ventadis sont marquées par une saisonnalité forte avec un accroissement du chiffre d'affaires et du résultat au second semestre, porté par les ventes réalisées dans le contexte des fêtes de fin d'année.

Le résultat du FC Girondins de Bordeaux est fortement corrélé à la participation et au succès du club dans les compétitions à éliminations (coupes nationales, compétitions européennes) et à la cession de joueurs. Le premier semestre est ainsi généralement meilleur que le second, la prime de classement liée à la performance du club en Ligue 1 (championnat de France) étant reconnue au cours du second semestre de la saison sportive qui correspond au premier semestre de l'année civile et de l'exercice du Groupe.

Les autres activités du Groupe sont moins affectées par des effets de saisonnalité.

## 6. Regroupements d'entreprises

Le 9 janvier 2015, le Groupe M6, à travers sa filiale M6 Web, a conclu l'acquisition de 100% du capital d'Oxygem. Ce Groupe média français, créé en 1998, basé à Roubaix et fort de plus de 100 collaborateurs, regroupe des activités d'édition de sites internet et de services e-marketing. Les différents sites d'Oxygem sont CuisineAZ.com, Passeportsante.net, Radins.com, Meteocity.com, Fourchette-et-bikini.fr. Leurs lignes éditoriales visent les thématiques du quotidien : cuisine, santé, consommation et bons plans, météo, beauté et minceur..., et s'adressent majoritairement aux femmes responsables des achats de moins de 50 ans.

Cette acquisition a été traitée comme un regroupement d'entreprises au sens d'IFRS 3 révisée.



L'affectation provisoire du prix d'acquisition du Groupe Oxygem s'analyse comme suit :

	30/06/2015
<b>Prix d'acquisition</b>	<b>19,9</b>
<b>Actif net comptable acquis retraité *</b>	<b>(2,4)</b>
Marques du Groupe Oxygem	6,8
Base de données clients	0,8
Logiciels	0,7
Impôts différés passifs liés aux actifs identifiés ci-dessus	(2,8)
<b>Ajustement de juste valeur des actifs acquis et passifs assumés</b>	<b>5,4</b>
<b>Goodwill</b>	<b>16,9</b>

\* Les goodwill et fonds de commerce existant dans états financiers du Groupe Oxygem à la date d'acquisition ont été annulés en contrepartie des capitaux propres.

Le taux d'actualisation retenu dans le cadre de cette évaluation s'établit à 15 %.

Les marques sont considérées comme amortissables sur une durée de dix ans, la base de données clients sur une durée de sept ans et les logiciels sur une durée de cinq ans.

## 7. Informations sectorielles

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, le Groupe applique IFRS 8 - *Secteurs opérationnels*, afin de présenter son résultat, son bilan et ses investissements par secteur opérationnel pertinent.

Ces secteurs sont ceux sur lesquels est basé le reporting de gestion interne établi mensuellement et communiqué au principal décideur opérationnel, le Directoire, ainsi qu'aux autres décisionnaires opérationnels, les dirigeants des filiales ou directions du Groupe.

Les indicateurs de performance plus particulièrement suivis sont le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant (EBITA), qui se définit comme le résultat opérationnel avant prise en compte des produits et charges liés aux regroupements d'entreprises et du résultat de cession de filiales et participations. Sont également analysés régulièrement les capitaux employés et les investissements réalisés par secteur afin d'apprécier la rentabilité des ressources allouées à ces derniers et de décider de la politique d'investissement future.

Le Groupe a adapté au cours des dernières années son organisation opérationnelle en fonction des marchés sur lesquels il exerce ses différents métiers :

- la diffusion TV, par un renforcement de la mutualisation entre les différentes chaînes du Groupe (acquisitions, technique, diffusion, etc.) ;
- la production et la distribution de droits audiovisuels, pour renforcer l'accès du Groupe aux contenus ;
- les diversifications, par lesquelles le Groupe innove et développe des activités complémentaires et utilisatrices du media TV.

Les secteurs opérationnels présentés sont les suivants :

### TELEVISION

Le secteur inclut les chaînes gratuites (M6, W9 et 6TER) dont le modèle économique est entièrement financé par la publicité et les chaînes payantes (Paris Première, Teva, etc...) dont le modèle économique repose sur un financement mixte (publicité et versements des plateformes qui distribuent ces chaînes dans le cadre de bouquets diffusés via l'ADSL, le câble ou le satellite).

Ce secteur inclut également l'ensemble des activités qui y sont principalement associées telles que la régie publicitaire.

## PRODUCTION ET DROITS AUDIOVISUELS

Outre les activités de production et de coproduction, ce secteur opérationnel inclut les activités de la distribution de droits cinématographiques audiovisuels tout au long de leur cycle d'exploitation, auprès du grand public (cinéma, vente de vidéos physiques et dématérialisées) puis professionnel (distribution du portefeuille de droits auprès des télévisions gratuites et payantes nationales, et distribution internationale).

## DIVERSIFICATIONS

Le secteur inclut l'ensemble des activités considérées comme autonomes pour tout ou partie par rapport au métier d'éditeur de chaînes et dont les caractéristiques principales sont notamment la distribution de biens physiques ou immatériels auprès des consommateurs, la constitution de stocks de marchandises, l'achat pour revente et l'organisation de spectacles.

Les revenus qui en découlent sont constitués principalement des ventes aux consommateurs ou spectateurs. La contribution des revenus publicitaires, bien que plus marginale à ce jour pour ce secteur, est en forte croissance.

LES ELIMINATIONS ET RESULTATS NON AFFECTES se rapportent au coût des plans d'attribution d'actions gratuites, au résultat des sociétés immobilières et sociétés sans activité et à des retraitements de consolidation non alloués et correspondant essentiellement à l'élimination des marges réalisées entre sociétés du Groupe dans le cadre de cessions d'actifs stockés ou immobilisés.

## RESULTAT

Les contributions de chaque secteur d'activité au résultat sont les suivantes :

	Télévision	Production et Droits audiovisuels	Diversifications	Eliminations et résultats non affectés	Total 30/06/2014
Chiffre d'affaires hors-Groupe	408,1	55,4	170,7	0,2	634,4
Chiffre d'affaires inter-segments	9,7	7,0	1,2	(18,0)	-
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>417,8</b>	<b>62,4</b>	<b>171,9</b>	<b>(17,8)</b>	<b>634,4</b>
<b>Résultat opérationnel courant (EBITA) des activités poursuivies</b>	<b>79,1</b>	<b>2,7</b>	<b>31,2</b>	<b>(2,7)</b>	<b>110,4</b>
Produits et charges opérationnels liés aux regroupements d'entreprises			(0,2)		(0,2)
Résultat de cession de filiales et participations					-
<b>Résultat opérationnel (EBIT) des activités poursuivies</b>					<b>110,2</b>
Résultat financier					1,8
Part du résultat dans les coentreprises et les entreprises associées					0,0
<b>Résultat avant impôt (EBT) des activités poursuivies</b>					<b>112,1</b>
Impôt					(47,6)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>					<b>64,5</b>
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>					
<b>Résultat net des activités en cours de cession / cédées</b>					<b>0,0</b>
<b>Résultat de la période</b>					<b>64,5</b>
attribuable au Groupe					64,6
attribuable aux intérêts non contrôlants					(0,1)

	Télévision	Production et Droits audiovisuels	Diversifications	Eliminations et résultats non affectés	Total 30/06/2015
Chiffre d'affaires hors-Groupe	411,8	48,6	169,4	0,2	629,9
Chiffre d'affaires inter-segments	10,1	4,2	1,2	(15,5)	-
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>421,9</b>	<b>52,8</b>	<b>170,6</b>	<b>(15,3)</b>	<b>629,9</b>
Résultat opérationnel courant (EBITA) des activités poursuivies	79,7	3,8	21,4	(2,3)	102,6
Amortissements des marques et autres incorporels liés au PA					-
Perte de valeur des actifs non amortissables					(0,5)
Produits et charges opérationnels liés aux regroupements d'entreprises			(0,5)		
Résultat de cession de filiales et participations					
<b>Résultat opérationnel (EBIT) des activités poursuivies</b>					<b>102,0</b>
Résultat financier					0,4
Part dans les sociétés mises en équivalence					0,9
<b>Résultat avant impôt (EBT) des activités poursuivies</b>					<b>103,3</b>
Impôt					(45,0)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>					<b>58,3</b>
<b>Résultat net des activités en cours de cession / cédées</b>					<b>-</b>
<b>Résultat de la période</b>					<b>58,3</b>
attribuable au Groupe					58,3
attribuable aux intérêts non contrôlants					(0,0)

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE

Les contributions de chaque secteur d'activité à la situation financière sont les suivantes :

	Télévision	Production et Droits audiovisuels	Diversifications	Eliminations	Total 31/12/2014
Actif du secteur	578,9	118,6	226,4	(84,2)	839,8
Participations dans les coentreprises et les entreprises associées	0,7	3,6	1,3		5,6
Actif non alloué					417,6
<b>Total Actif</b>	<b>579,6</b>	<b>122,2</b>	<b>227,7</b>	<b>(84,2)</b>	<b>1 263,1</b>
Passif du secteur	453,9	108,4	196,9	(84,2)	675,0
Passif non alloué					5,4
<b>Total passif</b>	<b>453,9</b>	<b>108,4</b>	<b>196,9</b>	<b>(84,2)</b>	<b>680,4</b>
<b>Total actif net</b>	<b>125,7</b>	<b>13,9</b>	<b>30,8</b>	<b>-</b>	<b>582,7</b>
<b>Autres informations sectorielles</b>					
Investissements corporels et incorporels	61,8	34,0	15,3		111,1
Amortissements	(54,4)	(43,8)	(12,3)		(110,4)
Dépréciations	(2,1)	(2,9)	(0,5)		(5,5)
Autres informations sectorielles non allouées					(3,8)
	Télévision	Production et Droits audiovisuels	Diversifications	Eliminations	Total 30/06/2015
Actif du secteur	670,0	107,5	293,7	(134,7)	936,5
Participations dans les coentreprises et les entreprises associées	1,6	3,5	1,0		6,1
Actif non alloué					265,8
<b>Total Actif</b>	<b>671,7</b>	<b>111,0</b>	<b>294,6</b>	<b>(134,7)</b>	<b>1 208,3</b>
Passif du secteur	459,8	114,5	220,4	(134,7)	660,0
Passif non alloué					18,6
<b>Total passif</b>	<b>459,8</b>	<b>114,5</b>	<b>220,4</b>	<b>(134,7)</b>	<b>678,6</b>
<b>Total actif net</b>	<b>211,8</b>	<b>(3,5)</b>	<b>74,3</b>	<b>0,0</b>	<b>529,7</b>
<b>Autres informations sectorielles</b>					
Investissements corporels et incorporels	25,6	16,9	10,6		53,2
Amortissements	(30,2)	(21,7)	(7,4)		(59,3)
Dépréciations	(4,6)	2,4	0,3		(1,9)
Autres informations sectorielles non allouées					(2,0)

Les actifs non alloués correspondent principalement aux actifs du pôle immobilier, aux disponibilités, autres actifs financiers, ainsi qu'aux créances d'impôts.

Les passifs non alloués correspondent à l'endettement et autres passifs financiers du Groupe, ainsi qu'aux dettes d'impôts.

N'ayant pas d'activité significative hors de France Métropolitaine, le Groupe ne présente pas d'information sectorielle par zone géographique.

## 8. Autres produits opérationnels et autres charges opérationnelles

### 8.1 Autres produits opérationnels

Les autres produits opérationnels s'élèvent à 4,5 M€ (contre 4,0 M€ au 30 juin 2014) et sont constitués principalement par :

- les produits de cessions de joueurs de football pour 0,2 M€, contre 1,2 M€ au 30 juin 2014 ;
- les produits des subventions d'exploitation pour 1,8 M€, contre 0,8 M€ au 30 juin 2014 ;
- les produits liés aux crédits d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) pour 1,0 M€, contre 0,8 M€ au 30 juin 2014.

### 8.2 Consommations et autres charges opérationnelles

	30/06/2015	30/06/2014
Consommation de droits de diffusion et programmes de flux (y compris dépréciations des stocks de droits de diffusion)	(118,8)	(99,8)
Consommations de stocks de marchandises	(32,0)	(34,1)
Autres services extérieurs	(161,6)	(196,6)
Pertes de change opérationnelles	(0,4)	(0,1)
Autres charges	(0,3)	(0,0)
<b>Consommations et autres charges opérationnelles</b>	<b>(313,1)</b>	<b>(330,6)</b>

### 8.3 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

	30/06/2015	30/06/2014
Amortissements et dépréciations des droits audiovisuels	(43,4)	(33,9)
Amortissements et dépréciations des parts producteurs	(5,6)	(3,2)
Amortissements et dépréciations des autres immobilisations incorporelles	(8,1)	(6,0)
Amortissements des immobilisations corporelles	(6,4)	(6,8)
Autres dépréciations	(1,4)	0,3
<b>Total dotations (nettes des reprises)</b>	<b>(64,8)</b>	<b>(49,6)</b>

## 9. Rémunérations en actions

### PLAN OCTROYE EN 2015

Conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 5 mai 2014, une attribution d'actions gratuites a été décidée par le Directoire le 11 mai 2015 pour un collège de 4 bénéficiaires et une exigence de performance financière sur les années 2015 et 2016. Ce plan porte sur un nombre maximum de 32 500 actions sous condition de présence au 11 mai 2017.

Aucune attribution d'options de souscription d'actions n'a en revanche été décidée au 1<sup>er</sup> semestre 2015.

**ÉVALUATION A LA JUSTE VALEUR DE L'AVANTAGE ACCORDE AUX SALARIES**

En application d'IFRS 2 - *Paiement fondé sur des actions* et d'IFRS 1 - *Première adoption des IFRS*, les attributions d'options d'achat et de souscription d'actions et les attributions d'actions gratuites postérieures au 7 novembre 2002 ont fait l'objet d'une évaluation à leur juste valeur à la date d'octroi.

La juste valeur des attributions d'actions gratuites s'apprécie comme la valeur de l'action à la date d'octroi diminuée de la valeur actuelle des dividendes futurs estimés sur la période d'indisponibilité.

**CARACTERISTIQUES DES PLANS ET JUSTE VALEUR DE L'AVANTAGE OCTROYE**

Les principales caractéristiques des plans d'options d'achat, de souscription et d'attribution gratuite d'actions ouverts au 30 juin 2015, ou expirés au cours du semestre, et pour lesquels, en application des dispositions d'IFRS 1 - *Première adoption des IFRS*, il est procédé à une évaluation à la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés, sont les suivantes :

	Cours de référence	Prix d'exercice	Volatilité historique	Taux sans risque (*)	Rendement attendu	Juste valeur unitaire
<b>Plans d'attribution gratuite d'actions</b>						
Du 26/07/2013	14,79	N/A	N/A	0,58%	6,10%	11,41
Du 14/04/2014	16,05	N/A	N/A	0,53%	5,60%	12,53
Du 13/10/2014	12,03	N/A	N/A	0,23%	7,60%	8,37
Du 11/05/2015	18,62	N/A	N/A	0,16%	4,80%	13,89

(\*) Taux sans risque : maturité indiquée à 2 ans

La maturité retenue correspond pour l'ensemble des plans d'attribution d'actions gratuites à la période d'acquisition (2 ans). Il est en outre posé comme hypothèse que 0 à 10% des actions ne seront pas livrées compte tenu du départ de bénéficiaires au cours de la période d'acquisition. A l'issue des plans, le coût des plans d'attribution d'actions gratuites est toutefois ajusté en fonction du taux de départ réel.

Sur le semestre, le solde des options et actions attribuées a évolué comme suit :

	Attribution à la date du plan	Attribution maximum	Solde 31/12/2014	Variation liée à la performance	Attribution	Exercice	Annulation	Solde 30/06/2015
<b>Plans de souscription d'actions</b>								
Du 06/05/2008	883 825	883 825	233 061	-	-	(151 811)	(81 250)	-
	883 825	883 825	233 061	-	-	(151 811)	(81 250)	-
<b>Plans d'attribution gratuite d'actions</b>								
	1 305 203	1 305 203	1 234 808	-	32 500	-	(33 342)	1 233 966
Du 26/07/2013	642 500	642 500	578 981	-	-	-	(21 342)	557 639
Du 14/04/2014	149 553	149 553	142 677	-	-	-	-	142 677
Du 13/10/2014	513 150	513 150	513 150	-	-	-	(12 000)	501 150
Du 11/05/2015	-	-	-	-	32 500	-	-	32 500

Les annulations enregistrées au cours du semestre résultent soit de départs de bénéficiaires avant ouverture de la période d'exercice de leurs droits, soit de l'expiration de plans dans des conditions de marché n'ayant pas rendu possible l'exercice de la totalité des droits. Elles peuvent être liées également à la non-atteinte des objectifs de performances financières assignés lors de l'attribution des plans.

Les données relatives aux plans d'attribution d'actions gratuites sont celles de référence reflétant l'atteinte des objectifs de performance fixés dans le cadre des plans de 2013, 2014 et 2015.



Les composants de la charge d'impôt sur les bénéfices sont les suivants :

	30/06/2015	30/06/2014
<b>Impôt exigible :</b>		
Charge d'impôt exigible de l'exercice	(37,1)	(44,0)
<b>Impôt différé :</b>		
Naissance et renversement des différences temporaires	(7,9)	(3,6)
<b>Total</b>	<b>(45,0)</b>	<b>(47,6)</b>

Avec l'augmentation de la contribution exceptionnelle à l'impôt sur les sociétés de 5,0% à 10,7% (Loi de Finances 2014), le taux d'imposition différée retenu pour 2015 est de 38,0% pour les différences temporaires qui seront reprises jusqu'au 30 décembre 2016. Après cette date, les différences temporaires seront reprises au taux d'imposition de 34,43%.

Les impôts différés liés aux ajustements par autres éléments du résultat global sont les suivants :

	30/06/2015	Variations	31/12/2014
Réévaluation à la juste valeur des contrats de change (couverture de flux de trésorerie)	(0,5)	0,1	(0,6)
Réévaluation à la juste valeur des actifs disponibles à la vente	-	-	-
Pertes et gains actuariels	0,2	0,2	0,1
Achats à terme d'actions propres	6,3	3,7	2,6
<b>Total</b>	<b>6,0</b>	<b>3,9</b>	<b>2,1</b>

Le rapprochement entre la charge réelle d'impôt du Groupe et la charge obtenue en appliquant le taux d'impôt en vigueur au résultat avant impôt est le suivant :

	30/06/2015	30/06/2014
<b>Résultat de la période attribuable au Groupe</b>	<b>58,3</b>	<b>64,6</b>
Intérêts non contrôlants	(0,0)	(0,1)
Profit ou perte après impôt des activités en cours de cession / cédées	-	0,0
Impôt sur le résultat	(45,0)	(47,6)
Part du résultat dans les coentreprises et les entreprises associées	0,9	0,0
Produits et charges opérationnels liés aux regroupements d'entreprises	(0,9)	(0,3)
Coût des stocks options et des actions gratuites (IFRS 2)	(3,0)	(2,6)
<b>Résultat des activités poursuivies avant impôt retraité</b>	<b>106,3</b>	<b>115,0</b>
Taux d'impôt théorique	38,00%	38,00%
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>(40,4)</b>	<b>(43,7)</b>
<b>Éléments en rapprochement :</b>		
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises <sup>(1)</sup>	(3,7)	(1,9)
Taxe de 3% sur dividendes <sup>(2)</sup>	(3,2)	(3,2)
Impact lié à la variation de taux d'impôt	0,9	-
Autres différences <sup>(3)</sup>	1,4	1,2
<b>Charge nette d'impôt réel</b>	<b>(45,0)</b>	<b>(47,6)</b>
Taux effectif d'impôt	42,34%	41,39%

<sup>(1)</sup> Le Groupe a décidé dès l'exercice 2010 de requalifier la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E.) en impôt sur le résultat, pour un montant de 6,0 M€ (3,7 M€ net d'impôt) au 30 juin 2015 contre 3,1 M€ (1,9 M€ net d'impôt) au 30 juin 2014.

<sup>(2)</sup> Le Groupe est assujéti à la contribution additionnelle à l'IS de 3% sur les distributions de dividendes.

<sup>(3)</sup> Les autres différences se rapportent principalement aux crédits d'impôts (1,1 M€).

Le taux d'impôt sur les sociétés pour les sociétés membres du groupe d'intégration fiscale français est de 38,0 % sur le 1<sup>er</sup> semestre 2015 comme sur l'exercice 2014.

Au 30 juin 2015, aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour des impôts qui seraient dus sur les résultats non distribués de certaines filiales, entreprises associées ou coentreprises du Groupe.

## 12. Activités en cours de cession / cédées

Au 30 juin 2015, le Groupe n'a pas d'activités en cours de cession.

En application de la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, et compte tenu de la cession de Mistergooddeal au 31 mars 2014, cette société a été présentée sur 2014 dans le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie et l'état de la situation financière consolidés comme une activité cédée.

## 13. Résultat par action

	30/06/2015	30/06/2014
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	58,3	64,6
Perte ou bénéfice attribuable au titre des activités en cours de cession	-	0,0
Bénéfice net attribuable aux actionnaires au titre des activités poursuivies	58,3	64,6
Nombre moyen pondéré (hors actions propres) pour le résultat de base par action	126 257 969	125 403 310
Effet dilutif potentiel lié aux rémunérations payées en actions	1 020 216	891 318
Nombre moyen pondéré (hors actions propres) ajusté de l'effet de dilution*	127 278 185	126 294 628
Résultat par action (en euros)	0,462	0,515
Résultat par action des activités poursuivies (en euros)	0,462	0,515
Résultat dilué par action (en euros)	0,458	0,512
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)	0,458	0,511

\* Ne comprend que les actions dilutives (au regard des conditions de marché prévalant à la clôture)

Le calcul du résultat dilué par action tient compte des attributions d'actions gratuites accordées lors des plans du 26 juillet 2013, du 14 avril 2014, du 15 octobre 2014 et du 11 mai 2015.

Les actions dilutives se montent à 1 020 216, l'effet dilutif sur le résultat par action représente 0,37 centime d'euro par titre.

## 14. Dividendes

Métropole Télévision	30/06/2015	30/06/2014
Déclarés et versés au cours du semestre	107,2	106,5
Nombre d'actions en circulation en milliers	126 162	125 352
Dividende ordinaire versé par action (en euros)	0,85	0,85
Dividende exceptionnel versé par action ordinaire (en euros)	-	-

## 15. Immobilisations incorporelles

	Droits audiovisuels	Autres immobilisations incorporelles	Avances et acomptes	Goodwill	Total 30/06/2014
<b>Au 1er janvier 2014, net des dépréciations et amortissements</b>	<b>38,4</b>	<b>41,5</b>	<b>37,0</b>	<b>63,4</b>	<b>180,3</b>
Acquisitions	23,6	3,9	32,8	-	60,2
Effets de périmètre - montant brut	-	0,1	-	8,5	8,6
Cessions	(1,0)	(11,8)	(0,0)	-	(12,8)
Reclassements	27,3	5,9	(33,2)	-	-
Dépréciations	(6,1)	0,1	-	-	(6,0)
Dotations aux amortissements 2014	(27,8)	(9,3)	-	-	(37,1)
Effets de périmètre - amortissements cumulés	-	(0,0)	-	-	(0,0)
Reprises d'amortissements sur cessions	0,9	11,4	-	-	12,3
<b>Au 30 juin 2014, net des dépréciations et amortissements</b>	<b>55,3</b>	<b>41,8</b>	<b>36,6</b>	<b>71,9</b>	<b>205,5</b>
<b>Au 1er janvier 2014</b>					
Valeur brute	726,9	650,0	37,8	96,6	1 511,3
Amortissements et dépréciations cumulés	(688,5)	(608,5)	(0,7)	(33,2)	(1 331,0)
<b>Montant net au 1er janvier 2014</b>	<b>38,4</b>	<b>41,5</b>	<b>37,0</b>	<b>63,4</b>	<b>180,3</b>
<b>Au 30 juin 2014</b>					
Valeur brute	776,8	681,2	37,3	105,1	1 600,4
Amortissements et dépréciations cumulés	(721,5)	(639,4)	(0,7)	(33,2)	(1 394,9)
<b>Montant net au 30 juin 2014</b>	<b>55,3</b>	<b>41,8</b>	<b>36,6</b>	<b>71,9</b>	<b>205,5</b>

	Droits audiovisuels	Autres immobilisations incorporelles	Avances et acomptes	Goodwill	Total 30/06/2015
<b>Au 1er janvier 2015, net des dépréciations et amortissements</b>	<b>38,7</b>	<b>56,5</b>	<b>17,7</b>	<b>72,7</b>	<b>185,5</b>
Acquisitions	20,6	7,4	19,8	-	47,8
Effets de périmètre - montant brut	-	11,1	-	16,9	28,0
Cessions	(15,5)	(0,5)	(0,3)	-	(16,3)
Reclassements	16,7	3,2	(19,9)	-	0,0
Dépréciations	(2,1)	(0,0)	-	-	(2,2)
Dotations aux amortissements 2015	(41,2)	(13,6)	-	-	(54,9)
Effets de périmètre - amortissements cumulés	0,0	(2,8)	-	-	(2,8)
Reprises d'amortissements sur cessions	15,5	0,1	-	-	15,6
<b>Au 30 juin 2015, net des dépréciations et amortissements</b>	<b>32,6</b>	<b>61,2</b>	<b>17,3</b>	<b>89,7</b>	<b>200,9</b>
<b>Au 1er janvier 2015</b>					
Valeur brute	805,5	710,8	18,4	105,9	1 640,5
Amortissements et dépréciations cumulés	(766,8)	(654,3)	(0,7)	(33,2)	(1 455,0)
<b>Montant net au 1er janvier 2015</b>	<b>38,7</b>	<b>56,5</b>	<b>17,7</b>	<b>72,7</b>	<b>185,5</b>
<b>Au 30 juin 2015</b>					
Valeur brute	826,4	758,4	18,3	122,9	1 726,1
Amortissements et dépréciations cumulés	(793,8)	(697,2)	(1,0)	(33,2)	(1 525,2)
<b>Montant net au 30 juin 2015</b>	<b>32,6</b>	<b>61,2</b>	<b>17,3</b>	<b>89,7</b>	<b>200,9</b>

Les droits audiovisuels regroupent des droits cinématographiques et télévisuels acquis dans le cadre de productions ou de coproductions mais également en application d'accords de distribution pour lesquels un montant fixe (minimum garanti) a été versé au producteur.

Les autres immobilisations incorporelles se répartissent en logiciels informatiques, coproductions et actifs liés aux indemnités de transfert des joueurs de football.

Sont principalement comptabilisés en avances et acomptes, les acomptes versés sur droits audiovisuels non ouverts détenus en vue de leur commercialisation. Les sommes versées sont reclassées en droits audiovisuels à la date d'ouverture des droits.

En application d'IAS 20 - *Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique*, les subventions reçues du CNC sont comptabilisées en diminution de la valeur d'actif des coproductions.

L'ensemble des autres immobilisations incorporelles a la nature d'actif amortissable.

## 16. Goodwill

### EVOLUTION

Les goodwill ont évolué comme suit :

	30/06/2015	31/12/2014
A l'ouverture, net des pertes de valeur	72,7	63,4
Acquisitions	16,9	9,4
Goodwill des activités en cours de cession / cédées	-	-
Autres mouvements	-	-
Pertes de valeur	-	-
<b>A la clôture</b>	<b>89,7</b>	<b>72,7</b>
<b>A l'ouverture</b>		
Valeurs brutes	105,9	96,6
Cumul des pertes de valeur	(33,2)	(33,2)
<b>Montant net</b>	<b>72,7</b>	<b>63,4</b>
<b>A la clôture</b>		
Valeurs brutes	122,9	105,9
Cumul des pertes de valeur	(33,2)	(33,2)
<b>Montant net</b>	<b>89,7</b>	<b>72,7</b>

L'accroissement des goodwill sur le 1<sup>er</sup> semestre 2015 reflète l'acquisition du Groupe Oxygem (cf. note 6).

Les mouvements sur l'exercice 2014 correspondaient à l'acquisition des sociétés Best of TV, Best of TV Benelux et Printic.

### REPARTITION

Les goodwill se répartissent par Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») de la façon suivante :

Valeur nette	30/06/2015	31/12/2014
<b>Télévision</b>	-	-
<b>Production et Droits Audiovisuels</b>	-	-
Droits Audiovisuels	0,8	0,8
<b>Diversifications</b>	-	-
Internet	54,4	37,4
E-Commerce	22,0	22,0
Téléachat	12,5	12,5
<b>Total</b>	<b>89,7</b>	<b>72,7</b>

Suite à l'acquisition du Groupe Oxygem, l'UGT Cyréalys a été élargie et renommée Internet, du fait des similarités des sites éditoriaux des entités.

L'UGT Téléachat intègre Best of TV et Best of TV Benelux du fait des similarités de leur business model avec celui de HSS. L'allocation du prix d'acquisition des 51% a été finalisée sur l'exercice 2014.

L'UGT E-Commerce intègre Luxview, Optilens et Printic du fait des similarités de leur business model avec celui de Mon Album Photo (canal de diffusion unique à travers le web, importantes similitudes commerciales et marketing).

### PERTE DE VALEUR

Le Groupe ne réalise des tests de perte de valeur lors des arrêts intermédiaires que si des indices de perte sont identifiés sur la période considérée. Aucun indice n'a été identifié au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015.

## 17. Immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total 30/06/2014
<b>Au 1er janvier 2014, net des dépréciations et amortissements</b>	<b>19,3</b>	<b>85,7</b>	<b>16,3</b>	<b>6,2</b>	<b>0,7</b>	<b>128,1</b>
Acquisitions	-	0,1	1,1	0,9	0,1	2,2
Effets de périmètre - montant brut	-	-	0,9	0,1	0,1	1,1
Cessions	-	(0,0)	(0,1)	(0,1)	-	(0,2)
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements 2014	-	(2,3)	(3,2)	(1,2)	-	(6,8)
Effets de périmètre - amortissements cumulés	-	-	(0,6)	(0,1)	-	(0,7)
Reprises d'amortissements sur cessions	-	0,0	0,1	0,1	-	0,2
<b>Au 30 juin 2014, net des dépréciations et amortissements</b>	<b>19,3</b>	<b>83,4</b>	<b>14,5</b>	<b>5,9</b>	<b>0,9</b>	<b>124,0</b>
<b>Au 1er janvier 2014</b>						
Valeur brute	19,3	130,3	60,3	24,1	0,7	234,7
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(44,6)	(44,1)	(17,9)	-	(106,6)
<b>Montant net au 1er janvier 2014</b>	<b>19,3</b>	<b>85,7</b>	<b>16,3</b>	<b>6,2</b>	<b>0,7</b>	<b>128,1</b>
<b>Au 30 juin 2014</b>						
Valeur brute	19,3	130,4	62,3	25,0	0,9	237,8
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(46,9)	(47,8)	(19,1)	-	(113,8)
<b>Montant net au 30 juin 2014</b>	<b>19,3</b>	<b>83,4</b>	<b>14,5</b>	<b>5,9</b>	<b>0,9</b>	<b>124,0</b>

	Terrains	Constructions	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total 30/06/2015
<b>Au 1er janvier 2015, net des dépréciations et amortissements</b>	<b>19,3</b>	<b>81,2</b>	<b>14,1</b>	<b>5,5</b>	<b>1,2</b>	<b>121,2</b>
Acquisitions	-	0,1	1,7	2,1	1,6	5,6
Effets de périmètre - montant brut	-	0,1	-	0,9	-	0,9
Cessions	-	(0,4)	(1,1)	(1,4)	-	(2,9)
Reclassements	-	0,1	(0,3)	1,3	(1,1)	-
Dépréciations	-	-	0,1	0,2	-	0,3
Dotations aux amortissements 2015	-	(2,4)	(2,8)	(1,4)	-	(6,6)
Effets de périmètre - amortissements cumulés	-	(0,1)	-	(0,6)	-	(0,7)
Reprises d'amortissements sur cessions	-	0,2	1,0	1,2	-	2,5
<b>Au 30 juin 2015, net des dépréciations et amortissements</b>	<b>19,3</b>	<b>78,8</b>	<b>12,7</b>	<b>7,7</b>	<b>1,7</b>	<b>120,2</b>
<b>Au 1er janvier 2015</b>						
Valeur brute	19,3	130,7	64,8	25,3	1,2	241,3
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(49,6)	(50,7)	(19,9)	-	(120,1)
<b>Montant net au 1er janvier 2015</b>	<b>19,3</b>	<b>81,2</b>	<b>14,1</b>	<b>5,5</b>	<b>1,2</b>	<b>121,2</b>
<b>Au 30 juin 2015</b>						
Valeur brute	19,3	130,6	64,1	29,3	1,7	244,9
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(51,8)	(51,4)	(21,6)	-	(124,7)
<b>Montant net au 30 juin 2015</b>	<b>19,3</b>	<b>78,8</b>	<b>12,7</b>	<b>7,7</b>	<b>1,7</b>	<b>120,2</b>

## 18. Stocks

	Stocks de droits de diffusion	Stocks de marchandises	Total 30/06/2014
<b>Au 1er janvier 2014, net des dépréciations</b>	<b>168,5</b>	<b>11,6</b>	<b>180,1</b>
Acquisitions	159,3	36,2	195,6
Acquisitions de filiales	-	2,7	2,7
Cessions de filiales	-	0,0	0,0
Consommations	(125,2)	(35,3)	(160,5)
(Dotations) / Reprises de dépréciations 2014	(0,5)	0,1	(0,4)
<b>Au 30 juin 2014, net des dépréciations</b>	<b>202,1</b>	<b>15,3</b>	<b>217,5</b>
<b>Au 1er janvier 2014</b>			
Coût ou juste valeur	262,4	15,2	277,6
Cumul des dépréciations	(93,9)	(3,6)	(97,6)
<b>Montant net au 1er janvier 2014</b>	<b>168,5</b>	<b>11,6</b>	<b>180,1</b>
<b>Au 30 juin 2014</b>			
Coût ou juste valeur	296,6	19,4	316,0
Cumul des dépréciations	(94,4)	(4,1)	(98,5)
<b>Montant net au 30 juin 2014</b>	<b>202,1</b>	<b>15,3</b>	<b>217,5</b>

	Stocks de droits de diffusion	Stocks de marchandises	Total 30/06/2015
<b>Au 1er janvier 2015, net des dépréciations</b>	<b>203,3</b>	<b>13,5</b>	<b>216,8</b>
Acquisitions	166,0	38,9	204,9
Acquisitions de filiales	-	-	-
Cessions de filiales	-	-	-
Consommations	(143,8)	(33,3)	(177,1)
(Dotations) / Reprises de dépréciations 2015	(8,1)	(0,3)	(8,5)
<b>Au 30 juin 2015, net des dépréciations</b>	<b>217,3</b>	<b>18,7</b>	<b>236,1</b>
<b>Au 1er janvier 2015</b>			
Coût ou juste valeur	302,9	18,0	321,0
Cumul des dépréciations	(99,6)	(4,5)	(104,1)
<b>Montant net au 1er janvier 2015</b>	<b>203,3</b>	<b>13,5</b>	<b>216,8</b>
<b>Au 30 juin 2015</b>			
Coût ou juste valeur	325,1	23,6	348,7
Cumul des dépréciations	(107,7)	(4,8)	(112,6)
<b>Montant net au 30 juin 2015</b>	<b>217,3</b>	<b>18,7</b>	<b>236,1</b>

## 19. Participations dans les coentreprises et entreprises associées

En application de la norme IFRS 11 – *Partenariats*, le Groupe a changé en 2014 la méthode de consolidation de ses coentreprises qui ne sont plus consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle mais suivant la méthode de la mise en équivalence.

Les contributions des coentreprises et entreprises associées dans l'état de la situation financière consolidée du Groupe sont les suivantes :

	% de détention	30/06/2015	31/12/2014
Participations dans les entreprises associées			
<i>Quicksign</i>	25%	0,3	0,3
<i>Stéphane Plaza Franchise</i>	49%	3,5	3,6
<i>Société des agences parisiennes</i>	25%	-	-
Participations dans les coentreprises			
<i>Série Club</i>	50%	1,3	0,6
<i>HSS Belgique</i>	50%	0,3	0,6
<i>Panora Services</i>	50%	0,4	0,4
<i>TF6</i>	50%	0,2	-
<i>TF6 Gestion</i>	50%	0,1	0,1
<b>Participations dans les coentreprises et les entreprises associées</b>		<b>6,1</b>	<b>5,6</b>

Les contributions des coentreprises aux chiffre d'affaires / résultat net consolidés du Groupe auraient été / sont les suivantes :

	30/06/2015	30/06/2014
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>5,9</b>	<b>7,7</b>
<b>Résultat net</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Contribution par société :</b>		
Chiffre d'affaires		
TF6 - Série Club	3,2	4,6
HSS Belgique	2,3	2,9
Autres	0,4	0,2
	<b>5,9</b>	<b>7,7</b>
Résultat net		
TF6 - Série Club	0,9	(0,2)
HSS Belgique	0,2	0,3
Autres	(0,0)	(0,1)
	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>

Les contributions des entreprises associées au résultat net consolidé du Groupe s'élèvent à (0,2) M€ au 30 juin 2015.

## 20. Instruments financiers

## 20.1 Actifs financiers

Les différentes catégories d'actifs financiers au 31 décembre 2014 et au 30 juin 2015 sont présentées par poste du bilan dans le tableau ci-après :

31/12/2014					Ventilation par catégorie d'instruments				
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Instruments dérivés
Actifs financiers disponibles à la vente	0,2	-	0,2	0,2	-	0,2	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	4,7	-	4,7	4,7	-	-	0,5	4,2	-
Autres actifs non courants	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances clients	286,2	(21,3)	264,9	264,9	-	-	-	264,9	-
Instruments financiers dérivés	1,8	-	1,8	1,8	-	-	-	-	1,8
Autres actifs financiers courants	20,7	(0,7)	20,0	20,0	-	-	-	20,0	-
Autres actifs courants	161,0	(5,9)	155,1	155,1	-	-	-	155,1	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	260,9	-	260,9	260,9	209,6	-	-	51,3	-
<b>Actifs</b>	<b>735,4</b>	<b>(27,9)</b>	<b>707,5</b>	<b>707,5</b>	<b>209,6</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>495,5</b>	<b>1,8</b>

30/06/2015					Ventilation par catégorie d'instruments				
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Instruments dérivés
Actifs financiers disponibles à la vente	0,2	-	0,2	0,2	-	0,2	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	5,1	-	5,1	5,1	-	-	0,8	4,3	-
Autres actifs non courants	19,2	-	19,2	19,2	-	-	-	19,2	-
Créances clients	333,4	(22,0)	311,4	311,4	-	-	-	311,4	-
Instruments financiers dérivés	2,0	-	2,0	2,0	-	-	-	-	2,0
Autres actifs financiers courants	1,1	(0,8)	0,3	0,3	-	-	-	0,3	-
Autres actifs courants	164,1	(6,0)	158,1	158,1	-	-	-	158,1	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	127,8	-	127,8	127,8	63,1	-	-	64,7	-
<b>Actifs</b>	<b>653,0</b>	<b>(28,8)</b>	<b>624,2</b>	<b>624,2</b>	<b>63,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,8</b>	<b>558,0</b>	<b>2,0</b>

**ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE**

Les actifs financiers disponibles à la vente sont constitués des titres de participation détenus par le Groupe dans des sociétés non consolidées et des créances qui s'y rattachent directement.

31/12/2014							
en M€							
	Devise de Référence	Juste valeur au 1er janvier	Acquisitions / Cessions	Gain / perte de valeur enregistrée en compte de résultat	Variations de juste valeur par capitaux propres	Juste valeur au 31 décembre	% de détention
European News Exchange	Euro (€)	0,1	-	-	-	0,1	20,0%
Autres		0,1	-	-	-	0,1	-
<b>TOTAL NON COURANT</b>		<b>0,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,2</b>	

30/06/2015							
en M€							
	Devise de Référence	Juste valeur au 1er janvier	Acquisitions / Cessions	Gain / perte de valeur enregistrée en compte de résultat	Variations de juste valeur par capitaux propres	Juste valeur au 30 juin	% de détention
European News Exchange	Euro (€)	0,1	-	-	-	0,1	20,0%
Autres		0,1	-	-	-	0,1	-
<b>TOTAL NON COURANT</b>		<b>0,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,2</b>	

Les actifs disponibles à la vente sont principalement constitués d'actions cotées ainsi que d'investissements dans des sociétés non cotées. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur temporaires sont enregistrées dans le résultat global dans les capitaux propres.

L'analyse de perte de valeur des actifs financiers disponibles à la vente repose sur l'analyse de l'ensemble des informations financières dont le Groupe dispose comme actionnaire minoritaire : comptes et annexes, rapport des auditeurs, extraits des dossiers de conseil le cas échéant, transactions éventuelles sur les titres de ces sociétés, rapport d'expertise, plan d'affaires.

### **AUTRES ACTIFS FINANCIERS**

Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2015, à la suite de la livraison du nouveau stade de Bordeaux, la somme de 20 M€ placée sous séquestre par le Football Club des Girondins de Bordeaux au bénéfice de la ville de Bordeaux a été définitivement rétrocédée à cette dernière. La somme de 20 M€, comptabilisée en autres actifs financiers courants au 31 décembre 2014, est désormais comptabilisée en autres actifs à titre d'avance sur les loyers dus par le Club sur la durée de la convention d'occupation du stade (30 ans).

	30/06/2015	31/12/2014
Comptes courants avec les coentreprises et entreprises associées	1,2	1,4
Dépôts de garantie	2,1	1,8
Autres actifs financiers	1,8	1,5
<b>Autres actifs financiers non courants</b>	<b>5,1</b>	<b>4,7</b>
Autres actifs financiers	0,3	20,0
<b>Autres actifs financiers courants</b>	<b>0,3</b>	<b>20,0</b>

### **TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 127,8 M€ au 30 juin 2015 contre 260,9 M€ au 31 décembre 2014.

La trésorerie, les comptes et dépôts à terme et les valeurs mobilières de placement sont des actifs financiers détenus à des fins de transaction et sont évaluées à leur juste valeur (juste valeur par résultat).

Les FCP et SICAV monétaires ne comportent pas de plus-values latentes, celles-ci ayant été réalisées au 30 juin 2015.

En application de la politique de placement décrite en note 21.3, la quasi-intégralité des sommes est placée en FCP de trésorerie, comptes à vue rémunérés et dépôts à terme, d'une durée moyenne inférieure à 90 jours, auprès de contreparties de qualité « investment grade ».

Au 31 décembre 2014, un montant de 15 M€ a été placé auprès de Bayard d'Antin, partie liée, au titre de la convention de placement renouvelée le 15 novembre 2014 (cf. note 26.2). Ce montant a été restitué sur le 1<sup>er</sup> semestre 2015.

## 20.2 Passifs financiers

Les différentes catégories de passifs financiers au 31 décembre 2014 et 30 juin 2015 sont présentées par poste du bilan dans le tableau ci-après :

	31/12/2014		Ventilation par catégorie d'instruments		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Dettes financières non courantes	2,2	2,2	-	2,2	-
Autres passifs financiers non courants	18,9	18,9	18,9	-	-
Dettes sur immobilisations non courantes	-	-	-	-	-
Autres dettes non courantes	0,9	0,9	-	0,9	-
Dettes financières courantes	0,5	0,5	-	0,5	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-
Autres passifs financiers courants	13,8	13,8	-	13,8	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	393,0	393,0	-	393,0	-
Autres dettes d'exploitation	53,5	53,5	-	53,5	-
Dettes fiscales et sociales <sup>(1)</sup>	82,9	82,9	-	82,9	-
Dettes sur immobilisations courantes	16,9	16,9	-	16,9	-
<b>Passifs</b>	<b>582,5</b>	<b>582,5</b>	<b>18,9</b>	<b>563,6</b>	<b>-</b>

<sup>(1)</sup> Inclut l'impact de l'application rétrospective sur 2014 d'IFRIC 21 - Taxes prélevées par une autorité publique (cf. note 4).

	30/06/2015		Ventilation par catégorie d'instruments		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Dettes financières non courantes	1,3	1,3	-	1,3	-
Autres passifs financiers non courants	27,6	27,6	19,8	7,8	-
Dettes sur immobilisations non courantes	-	-	-	-	-
Autres dettes non courantes	0,9	0,9	-	0,9	-
Dettes financières courantes	0,9	0,9	-	0,9	-
Instruments financiers dérivés	0,2	0,2	-	-	0,2
Autres passifs financiers courants	10,7	10,7	-	10,7	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	416,9	416,9	-	416,9	-
Autres dettes d'exploitation	45,3	45,3	-	45,3	-
Dettes fiscales et sociales	80,3	80,3	-	80,3	-
Dettes sur immobilisations courantes	10,3	10,3	-	10,3	-
<b>Passifs</b>	<b>594,5</b>	<b>594,5</b>	<b>19,8</b>	<b>574,5</b>	<b>0,2</b>

### DETTES FINANCIERES

Les positions de l'endettement sont les suivantes :

	30/06/2015	31/12/2014
Dettes bancaires	0,2	1,1
Crédit bail	-	0,1
Autres	1,0	1,1
<b>Total dettes financières non courantes</b>	<b>1,3</b>	<b>2,2</b>
Dettes bancaires	0,7	-
Crédit bail	0,2	0,5
Autres	-	-
<b>Total dettes financières courantes</b>	<b>0,9</b>	<b>0,5</b>

Le solde des dettes financières se compose principalement :

- d'un contrat de location longue durée de Métropole Production pour un montant de 0,2 M€ ;
- des dettes bancaires pour un montant total de 0,9 M€ ;
- de comptes courants d'associés pour un montant de 0,7 M€ ;
- d'avances conditionnées portées par SNC pour un montant total de 0,3 M€.

Le Groupe ne dispose pas actuellement de ligne bancaire à moyen terme.

Le Groupe dispose d'une ligne de crédit auprès de son actionnaire principal (Bayard d'Antin) pour 50 M€. Cette ligne n'a pas été tirée au 30 juin 2015 et n'a pas été utilisée au cours du semestre.

### **AUTRES PASSIFS FINANCIERS**

Les autres passifs financiers courants de 10,7 M€ correspondent aux dettes relatives aux contrats d'achat à terme de 700 000 actions propres, avec comme échéances les 25 et 27 juillet 2015, et le 14 avril 2016 (cf. note 22.1).

Les autres passifs financiers non courants de 27,6 M€ incluent :

- les dettes de 19,8 M€ relatives aux promesses d'achat des titres détenus par les actionnaires minoritaires des sociétés Best of TV, Printic et GM6 ;
- la dette de 7,8 M€ relative au contrat d'achat à terme de 460 472 actions propres, avec comme échéance le 15 octobre 2016 (cf. note 22.1).

## **20.3 Ventilation des actifs et passifs financiers dans la hiérarchie de juste valeur**

Les informations à fournir requises par la norme IFRS 7 sont classées selon une hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données utilisées pour faire les évaluations. Cette hiérarchie de la juste valeur est la suivante :

Niveau 1 : des cours/prix cotés (non ajustés) issus de marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques ;

Niveau 2 : des données autres que les cours/prix cotés de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (par exemple, des prix), soit indirectement (par exemple, des éléments dérivant de prix) ;

Niveau 3 : des données sur l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (informations non observables).

31/12/2014	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	Cours cotés	Données observables	Données non observables
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	0,2
Instruments financiers dérivés	-	1,8	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie :			
FCP, SICAV	33,7	-	-
Dépôts à terme	-	175,9	-
<b>Actifs</b>	<b>33,7</b>	<b>177,7</b>	<b>0,2</b>
Autres passifs financiers non courants	-	-	18,9
<b>Passifs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>18,9</b>

30/06/2015	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	Cours cotés	Données observables	Données non observables
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	0,2
Instruments financiers dérivés	-	2,0	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie :			
FCP, SICAV	25,3	-	-
Dépôts à terme	-	37,8	-
<b>Actifs</b>	<b>25,3</b>	<b>39,8</b>	<b>0,2</b>
Autres passifs financiers non courants	-	-	19,8
Instruments financiers dérivés	-	0,2	-
<b>Passifs</b>	<b>-</b>	<b>0,2</b>	<b>19,8</b>

## 20.4 Effet en résultat des instruments financiers

Les effets en résultat des instruments financiers sont les suivants :

	30/06/2014		Ventilation par catégorie d'instruments				
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<b>Impact sur le résultat financier</b>	<b>2,0</b>						
Total des produits d'intérêts	2,4	-	-	-	2,4	-	-
Total des charges d'intérêts	(0,0)	-	-	-	-	(0,0)	-
Réévaluation	(0,4)	(0,3)	-	-	-	-	(0,1)
Profits ou pertes nets	(0,0)	(0,0)	-	-	-	-	-
Résultat de cession	-	-	-	-	-	-	-
<b>Impact sur le résultat d'exploitation</b>	<b>(0,1)</b>						
Profits ou pertes nets	(0,0)	-	-	-	(0,0)	-	-
Dépréciation nette	(0,1)	-	-	-	(0,1)	-	-
<b>Gain net / (Perte nette)</b>	<b>1,8</b>	<b>(0,3)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2,3</b>	<b>(0,0)</b>	<b>(0,1)</b>

	30/06/2015		Ventilation par catégorie d'instruments				
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<b>Impact sur le résultat financier</b>	<b>0,5</b>						
Total des produits d'intérêts	1,0	-	-	-	1,0	-	-
Total des charges d'intérêts	(0,0)	-	-	-	-	(0,0)	-
Réévaluation	(0,9)	(0,2)	-	-	-	(0,7)	(0,1)
Profits ou pertes nets	0,5	0,5	-	-	-	-	-
Résultat de cession	-	-	-	-	-	-	-
<b>Impact sur le résultat d'exploitation</b>	<b>(1,1)</b>						
Profits ou pertes nets	(0,0)	-	-	-	(0,0)	-	-
Dépréciation nette	(1,0)	-	-	-	(1,0)	-	-
<b>Gain net / (Perte nette)</b>	<b>(0,5)</b>	<b>0,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0,0)</b>	<b>(0,7)</b>	<b>(0,1)</b>

## 21. Risques liés aux instruments financiers

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe aux différentes natures de risques décrits ci-après, ainsi que ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et de gestion de ces risques.

La valeur nette comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

### 21.1 Risque de crédit

Il se rapporte au risque de perte financière encouru par le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

#### CREANCES CLIENTS

L'appréciation du risque n'est pas identique selon les activités du groupe.

#### Chiffre d'affaires publicitaire

Afin de sécuriser ce chiffre d'affaires, la principale mesure mise en œuvre par la régie M6 Publicité consiste en la réalisation d'enquêtes de solvabilité. Avec l'assistance de sociétés extérieures spécialisées, elles sont menées systématiquement sur les nouveaux clients, et à intervalles réguliers sur les clients récurrents.

Ces derniers représentent la grande majorité des annonceurs. La base d'annonceurs apparaît donc particulièrement stable, avec plus de 90% du chiffre d'affaires réalisé auprès des mêmes clients d'une année sur l'autre. Elle est en outre constituée en majorité de sociétés françaises cotées ou de filiales françaises de groupes internationaux.

Selon le résultat des enquêtes de solvabilité et le montant engagé de la campagne, des conditions de paiement différenciées selon les clients sont mises en place : M6 exige notamment des annonceurs qui ne remplissent pas les critères de solvabilité requis le paiement d'avance des campagnes. Ces dispositions sont prévues dans les Conditions Générales de Vente de la Régie M6 Publicité.

Grâce à cette politique prudente, le risque de non-paiement des créances publicitaires demeure en deçà de 0,8 % du chiffre d'affaires (contre 1,0% au 30 juin 2014).

Afin de limiter encore ce risque, la Régie M6 Publicité applique des pénalités de retard sur les factures impayées et dispose au sein de ses équipes d'un service chargé du recouvrement des créances.

#### Chiffre d'affaires hors publicité

Concernant ce chiffre d'affaires, il n'existe pas de risque clients unitaire d'une importance pouvant entamer significativement la rentabilité du Groupe.

Néanmoins, l'équipe dédiée au recouvrement des créances s'assure tout au long de l'année que tous les moyens sont mis en œuvre pour limiter les défauts de paiement. En plus des relances réalisées par cette équipe, il peut être fait appel le cas échéant à des organismes spécialisés dans le recouvrement.

#### **CONTREPARTIES BANCAIRES**

Pour l'ensemble de ses créances, le Groupe ne fait appel ni à la titrisation, ni à la mobilisation ou à la cession de créances.

Le Groupe reste extrêmement attentif à la qualité de ses contreparties bancaires. Le Groupe s'est attaché à diversifier les dépositaires des fonds communs de placement dans lesquels la trésorerie excédentaire est investie conformément à la politique de placement décrite à la note 21.3.

Le groupe travaille avec des banques européennes de premier plan, bénéficiant chacune d'une notation " investment grade ".

#### **BALANCE AGEE DES ACTIFS FINANCIERS**

L'antériorité des actifs financiers à la date de clôture s'analyse comme suit :

	Clôture		Ni dépréciés ni arrivés à terme		<= 1 mois		2 - 3 mois	
	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014
Autres actifs financiers	6,3	25,4	5,5	24,7	-	-	-	-
Créances clients brutes	333,4	286,2	227,8	186,6	39,0	49,5	21,0	14,0
Autres créances brutes	185,3	162,7	178,5	156,2	2,7	2,5	-	-
<b>Total</b>	<b>525,0</b>	<b>474,4</b>	<b>411,8</b>	<b>366,5</b>	<b>41,7</b>	<b>51,9</b>	<b>21,0</b>	<b>14,0</b>
	<b>3 - 6 mois</b>		<b>6 - 12 mois</b>		<b>&gt; 1 an</b>		<b>Montant brut déprécié *</b>	
	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	0,8	0,7
Créances clients brutes	14,8	9,3	5,9	4,4	2,5	1,0	22,2	22,4
Autres créances brutes	-	-	-	-	-	-	4,2	4,1
<b>Total</b>	<b>14,8</b>	<b>9,3</b>	<b>5,9</b>	<b>4,4</b>	<b>2,5</b>	<b>1,0</b>	<b>27,2</b>	<b>27,2</b>

\* Les « montants bruts dépréciés » correspondent aux montants (TTC) des créances pour lesquelles les dépréciations sont déterminées individuellement. Dans le cas des dépréciations calculées selon un modèle statistique, les créances (TTC) correspondantes sont ventilées par antériorité.

Les créances clients et autres créances sont composées de créances commerciales et d'autres créances liées à l'activité comme les avances et acomptes.

## 21.2 Risque de liquidité

Celui-ci s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer le risque de liquidité, le Groupe a mis en place une politique de suivi prévisionnel de sa trésorerie et de ses besoins de financement afin de toujours disposer des liquidités lui permettant de couvrir son passif exigible. Les liquidités sont gérées de façon centralisée permettant ainsi l'optimisation de la ressource financière.

La valeur des passifs financiers inscrits au bilan représente l'exposition maximale au risque de liquidité à la date de clôture.

La ventilation des dettes du Groupe par échéance est la suivante :

	< 1 an		1 - 5 ans		> 5 ans		Total	
	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014
Dettes financières	0,9	0,5	1,3	2,2	-	-	2,2	2,7
Instruments financiers dérivés	0,2	0,0	-	-	-	-	0,2	0,0
Autres passifs financiers	10,7	13,8	27,6	18,9	-	-	38,4	32,7
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	416,9	393,0	-	-	-	-	416,9	393,0
Autres dettes	45,3	53,5	0,9	0,9	-	-	46,2	54,4
Dettes fiscales et sociales <sup>(1)</sup>	80,3	82,9	-	-	-	-	80,3	82,9
Dettes sur immobilisations	10,3	16,9	-	-	-	-	10,3	16,9
<b>TOTAL</b>	<b>564,6</b>	<b>580,5</b>	<b>29,8</b>	<b>22,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>594,5</b>	<b>582,5</b>

<sup>(1)</sup> Inclut l'impact de l'application rétrospective sur 2014 d'IFRIC 21 - *Taxes prélevées par une autorité publique* (cf. note 4).

## 21.3 Risque de marché

Il se rapporte au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et le prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de définir une stratégie limitant l'exposition du Groupe au risque de marché, sans que le coût de cette stratégie ne s'avère significatif.

### **RISQUE DE CHANGE**

Le Groupe est exposé au risque de change par le biais des contrats d'achat de droits audiovisuels, et en particulier pour l'activité de distribution de films en salles, ainsi que par le biais des achats du pôle Vente à Distance.

La principale devise utilisée pour les transactions sus-citées est le dollar US.

Afin de se protéger contre des fluctuations aléatoires du marché qui risqueraient de pénaliser son résultat ou de réduire la valeur de son patrimoine, le Groupe a décidé de couvrir ses achats de droits systématiquement dès la signature du contrat. La couverture est alors pondérée en fonction de l'échéance du sous-jacent. Les engagements d'achat de droits sont couverts intégralement.

Le Groupe n'utilise que des produits financiers simples lui garantissant un montant couvert et un taux défini de change. Les instruments utilisés sont pour l'essentiel des achats à terme.

Les flux d'achat en devises ont représenté 7% du montant total des achats du semestre.

Les ventes réalisées en devises ne font pas l'objet de couverture, dans la mesure où elles ne sont pas significatives (moins de 0,1% du chiffre d'affaires).

**Analyse de l'exposition au risque de change au 30 juin 2015**

	<i>USD</i> <i>en M€ (1)</i>
Actifs	2,9
Passifs	(2,1)
Hors bilan	(62,1)
<b>Position avant gestion</b>	<b>(61,3)</b>
Couvertures	51,0
<b>Position nette après gestion</b>	<b>(10,3)</b>
<i>(1) valorisé au cours de clôture soit :</i>	<i>1,1282</i>

L'exposition du Groupe est couverte à 83% au 30 juin 2015.

Pour couvrir les risques de marché, le Groupe a procédé au cours de la période à 34 nouvelles couvertures de change de ses passifs libellés en dollars US pour une valeur totale de 66,0 M€.

L'exposition nette en devises, après prise en compte des couvertures pour l'ensemble du Groupe, est une position acheteuse de dollars US de 10,3 M€ au 30 juin 2015 correspondant à des engagements signés à la fin du semestre et qui n'ont pu être couverts avant cette date.

Le risque de perte sur la position nette globale en devises du fait d'une évolution défavorable et uniforme de 10 % de l'euro contre le dollar US serait de 1,1 M€.

**INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES**

Ils sont classés en actifs financiers courants lorsque la valeur de marché de ces instruments est positive et classés en passifs financiers courants lorsque leur valeur de marché est négative.

La norme IFRS 13 – *Evaluation à la juste valeur*, appliquée pour la première fois en 2013 sur les actifs et passifs, n'a pas eu d'impact significatif sur la juste valeur des instruments financiers dérivés au 31 décembre 2014 comme au 30 juin 2015.

**JUSTE VALEUR**

Les positions nettes au bilan des instruments financiers dérivés sont les suivantes :

	30/06/2015	31/12/2014
Achats à terme	Juste valeur	Juste valeur
SND	2,0	1,8
HSS	(0,2)	(0,0)
<b>TOTAL</b>	<b>1,9</b>	<b>1,7</b>

La juste valeur des instruments financiers dérivés de +1,9 M€ au 30 juin 2015 reflète l'écart favorable entre le cours de clôture retenu pour l'évaluation, et le cours moyen des couvertures en stock à fin juin 2015.

**ÉCHEANCES**

Les échéances des instruments de couverture (valorisés en euro au cours de couverture à terme) sont les suivantes :

	30/06/2015			31/12/2014		
	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans
SND	42,8	37,3	5,5	27,9	27,9	-
HSS	6,4	6,4	-	4,8	4,8	-
<b>TOTAL</b>	<b>49,2</b>	<b>43,6</b>	<b>5,5</b>	<b>32,8</b>	<b>32,8</b>	<b>-</b>

**RISQUE DE TAUX D'INTERET**

Le Groupe est exposé aux risques liés à l'évolution des taux d'intérêt. La gestion du risque de taux relatif à la position nette de trésorerie du Groupe est établie en fonction de la situation consolidée et des conditions de marché.

L'objectif principal de la politique de gestion du risque de taux est d'optimiser le coût de financement du Groupe et de maximiser les produits de trésorerie.

Les principales caractéristiques des actifs financiers et dettes financières sont les suivantes :

**Echéancier des actifs financiers et des dettes financières au 30/06/2015**

<i>en M€</i>	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs financiers à taux variable	127,8	3,3	-	131,1
Autres actifs financiers à taux fixe	0,3	1,0	0,8	2,2
<b>Total actifs financiers</b>	<b>128,2</b>	<b>4,3</b>	<b>0,8</b>	<b>133,3</b>
Passifs financiers à taux variable	-	(1,0)	-	(1,0)
Autres passifs financiers à taux fixe	(0,9)	(0,2)	-	(1,1)
<b>Total dettes financières</b>	<b>(0,9)</b>	<b>(1,3)</b>	<b>-</b>	<b>(2,2)</b>

Au 30 juin 2015, la position nette à taux variable du Groupe est un actif de 130,1 M€. Elle est constituée principalement de placements en OPCVM de trésorerie monétaires et en dépôts à terme. Le financement apporté par le Groupe à ses filiales en contrôle conjoint est traité comme un actif financier.

**POLITIQUE DE PLACEMENT**

La politique de placement du Groupe vise à disposer de disponibilités pouvant être rapidement mobilisées sans prise de risque sur le capital placé. L'approche du Groupe est résolument prudente et non spéculative.

Les supports sur lesquels le Groupe investit répondent aux critères définis par la norme IAS 7 - *Tableau des Flux de Trésorerie*.

Les placements correspondants sont donc considérés comme des équivalents de trésorerie car liquides, facilement convertibles en un montant de trésorerie connu, et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

La question du risque de contrepartie demeure un sujet sur lequel le Groupe est particulièrement vigilant dans le processus de sélection de ses supports et dans la diversification des contreparties, dépositaires et sociétés de gestion.

Un suivi de l'ensemble des valeurs sur lesquelles la trésorerie du Groupe est investie, ainsi qu'une liste de valeurs sur lesquelles le Groupe serait susceptible d'investir, sont réalisés quotidiennement. Sur cette base, il est procédé à un arbitrage afin de privilégier les fonds à la fois les plus réguliers et les plus rentables.

Les rendements des placements, ainsi contrôlés régulièrement, sont communiqués à la direction une fois par mois. Un reporting précis des différents risques de ces placements est également diffusé tous les trimestres.

## 22. Capitaux propres

### 22.1 Politique de gestion du capital

La gestion des capitaux propres du Groupe se rapporte essentiellement à la politique de distribution de dividendes et plus généralement de rémunération des actionnaires de Métropole Télévision. A ce titre, le Groupe veille à maintenir un niveau suffisant de trésorerie pour faire face au financement courant de son exploitation ainsi qu'aux investissements de croissance. Le groupe dispose depuis la cession des titres Canal+ France d'une trésorerie excédentaire, au-delà des contraintes décrites ci-dessus, qui lui ouvre un potentiel d'investissement significatif.

Le Groupe dispose d'une ligne de crédit auprès de son actionnaire principal (Bayard d'Antin) pour 50 M€ maximum. Au 30 juin 2015, cette ligne n'a pas été tirée.

Concernant la rémunération des actionnaires, le Groupe s'est fixé pour objectif de distribuer un dividende de l'ordre de 80% du bénéfice net (des activités poursuivies, part du Groupe) par action. Une distribution exceptionnelle de dividendes peut néanmoins être envisagée. Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015, le Groupe a versé un dividende ordinaire de 0,85 € par action.

En outre, le Directoire de Métropole Télévision dispose d'une autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 5 mai 2014 pour faire racheter par la société ses propres actions en vue de :

- assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Métropole Télévision par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par l'AMF ;
- conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5% du capital de la société ;
- assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou par attribution gratuite d'actions ;
- assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015 et dans le respect de cette autorisation, M6 est intervenu sur le marché au titre du contrat de liquidité.

Par ailleurs et dans la perspective des prochaines livraisons d'actions gratuites 2015 et 2016, Métropole Télévision a conclu plusieurs contrats d'achat à terme d'actions propres portant respectivement sur :

- 550 000 actions, avec comme échéances les 25 et 27 juillet 2015 ;
- 150 000 actions, avec comme échéance le 14 avril 2016 ;
- 460 472 actions, avec comme échéance le 15 octobre 2016.

Par ailleurs, bien que disposant d'autorisations données par l'Assemblée Générale des actionnaires afin de procéder dans des cas définis à une augmentation de son capital (par émission d'actions ordinaires et / ou de valeurs mobilières donnant accès au capital), la société n'envisage pas à ce jour d'émettre de nouvelles actions, sauf dans le cadre de l'exercice des options de souscription d'actions.



La société entre par ailleurs dans le champ de l'article 39 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, ainsi que de la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001, qui précisent qu'aucune personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, ne peut détenir directement ou indirectement plus de 49% du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service national de télévision par voie hertzienne terrestre. Il en résulte que toute décision susceptible d'entraîner la dilution ou la relation des actionnaires existants doit être appréciée au regard de cette contrainte légale spécifique.

## 22.2 Actions composant le capital de Métropole Télévision

<i>en milliers</i>	Actions ordinaires émises	Titres autodétenus	Actions en circulation
<b>Nombre d'actions au 1er janvier 2014</b>	125 965	563	125 402
Exercice des options d'achat et de souscription d'actions	297		
Variation des actions propres :			
- détenues à des fins d'attribution d'actions gratuites		(463)	
- détenues dans le cadre du contrat de liquidité		(1)	
Application du programme de rachat d'actions pour annulation	-	-	
<b>Nombre d'actions au 31 décembre 2014</b>	126 262	99	126 163
Exercice des options d'achat et de souscription d'actions	152		
Variation des actions propres :			
- détenues à des fins d'attribution d'actions gratuites			
- détenues dans le cadre du contrat de liquidité		6	
Application du programme de rachat d'actions pour annulation	-	-	
<b>Nombre d'actions au 30 juin 2015</b>	126 414	105	126 309

Les actions composant le capital de Métropole Télévision sont toutes des actions ordinaires avec un droit de vote simple. Elles sont entièrement libérées.

L'exercice des options de souscription de 151 811 actions par les bénéficiaires s'est traduit par une augmentation de capital de 0,1 M€ et une prime d'émission de 2,2 M€ sur le 1<sup>er</sup> semestre 2015.

Un plan de souscription d'actions et quatre plans d'attribution d'actions gratuites, accordés à certains cadres et cadres dirigeants du Groupe, sont en place au 30 juin 2015 (cf. note 9).

## 22.3 Variations de capitaux propres ne transitant pas par le compte de résultat

Les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés et des écarts de conversion sont comptabilisées en autres éléments du résultat global et sont cumulées en capitaux propres dans la rubrique « autres réserves ».

Les variations des pertes et gains actuariels sont comptabilisées en autres éléments du résultat global et sont cumulées en capitaux propres dans la rubrique « réserves consolidées ».

L'impact net d'impôt sur les capitaux propres en autres réserves et réserves consolidées s'analyse comme suit :

<b>Solde au 1er janvier 2014</b>	<b>(1,3)</b>
Nouvelles couvertures	(3,9)
Variations des anciennes couvertures	0,1
Échéances des couvertures	0,6
Variation des écarts de conversion	0,1
Variation sur les retraites des activités poursuivies	(1,1)
Variation sur les retraites des activités cédées	(0,1)
Autres mouvements	-
<b>Total des variations de la période</b>	<b>(4,2)</b>
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>(5,5)</b>
Nouvelles couvertures	(6,0)
Variations des anciennes couvertures	(0,7)
Échéances des couvertures	(0,4)
Variation des écarts de conversion	0,1
Variation sur les retraites	(0,3)
Autres mouvements	-
<b>Total des variations de la période</b>	<b>(7,3)</b>
<b>Solde au 30 juin 2015</b>	<b>(12,8)</b>

### 23. Indemnités de départ en retraite

Les engagements pris au titre des indemnités de départ en retraite ne sont pas couverts par un contrat d'assurance ou des actifs dédiés.

#### PRINCIPALES HYPOTHESES ACTUARIELLES

en %	30/06/2015	30/06/2014
Taux d'actualisation	1,70	2,70
Augmentations de salaires futures *	2,65	2,72
Taux d'inflation	2,00	2,00

\* médiane établie en fonction de l'âge et du statut

Le taux d'actualisation est établi pour une durée moyenne de 10 ans avec pour référence l'indice Iboxx € corporate bonds AA 10+.

#### CHARGES COMPTABILISEES DANS LE COMPTE DE RESULTAT

	30/06/2015	30/06/2014
Coût du service courant	(0,4)	(0,3)
Coûts des intérêts sur l'obligation	(0,1)	(0,1)
<b>Dépense nette</b>	<b>(0,5)</b>	<b>(0,4)</b>

#### PROVISION ET VALEUR ACTUALISEE DE L'OBLIGATION

	30/06/2015	30/06/2014
<b>Obligation à l'ouverture</b>	<b>10,3</b>	<b>7,8</b>
Coût du service courant, réductions/cessations	0,4	
Coûts des intérêts sur l'obligation	0,1	0,3
Prestations versées	(0,0)	0,1
Écarts actuariels - Changements d'hypothèse financière	0,5	0,4
<b>Obligation à la clôture</b>	<b>11,3</b>	<b>8,6</b>



Le montant des écarts actuariels cumulés comptabilisés en autres éléments du résultat global s'élève à -0,7 M€ au 30 juin 2015.

#### TESTS DE SENSIBILITE AUX HYPOTHESES

Les calculs de sensibilité effectués sur les engagements de retraite donnent les résultats suivants :

	+ 0,5%	- 0,5%
<b>Sensibilité de l'obligation à la clôture :</b>		
à la variation du taux d'actualisation	10,5	12,25
à la variation du taux d'augmentation des salaires	12,2	10,5

## 24. Provisions

Les provisions ont évolué de la façon suivante sur les 1<sup>ers</sup> semestres 2014 et 2015 :

	Provisions pour retraite	Provisions sur pertes des entreprises associées	Provisions pour restructuration	Provisions pour litiges	Provisions sur droits hors bilan	Autres provisions pour charges	Total
<b>Au 1er janvier 2014</b>	<b>7,8</b>	<b>0,4</b>	<b>-</b>	<b>19,9</b>	<b>49,0</b>	<b>17,0</b>	<b>94,2</b>
Acquisitions de filiales							-
Cessions de filiales							-
Provisions des activités en cours de cession	(0,0)						(0,0)
Dotation de la période	0,5			1,9	13,0	2,0	17,3
Utilisation	(0,0)			(0,9)	(17,8)	(1,1)	(19,8)
Reprise non utilisée				(1,5)	(1,0)	(1,0)	(3,5)
Autres variations	0,4	(0,4)		(0,1)		0,1	(0,1)
<b>Au 30 juin 2014</b>	<b>8,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19,2</b>	<b>43,2</b>	<b>17,0</b>	<b>88,0</b>
Courant ouverture	-	0,4	-	19,9	49,0	17,0	86,3
Non courant ouverture	7,8						7,8
<b>Total</b>	<b>7,8</b>	<b>0,4</b>	<b>-</b>	<b>19,9</b>	<b>49,0</b>	<b>17,0</b>	<b>94,1</b>
Courant clôture	-	-	-	19,2	43,2	17,0	79,4
Non courant clôture	8,6						8,6
<b>Total</b>	<b>8,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19,2</b>	<b>43,2</b>	<b>17,0</b>	<b>88,0</b>
	Provisions pour retraite	Provisions sur pertes des entreprises associées	Provisions pour restructuration	Provisions pour litiges	Provisions sur droits hors bilan	Autres provisions pour charges	Total
<b>Au 1er janvier 2015</b>	<b>10,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-</b>	<b>23,0</b>	<b>42,8</b>	<b>20,3</b>	<b>96,6</b>
Acquisitions de filiales						0,0	
Cessions de filiales							
Dotation de la période	0,5			2,5	9,2	4,0	16,2
Utilisation	(0,0)			(2,6)	(22,6)	(3,4)	(28,6)
Reprise non utilisée				(3,5)	(0,2)	(0,8)	(4,5)
Autres variations	0,5	(0,1)					0,3
<b>Au 30 juin 2015</b>	<b>11,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19,4</b>	<b>29,2</b>	<b>20,1</b>	<b>80,1</b>
Courant ouverture	-	0,1	-	23,0	42,8	20,3	86,2
Non courant ouverture	10,3						10,3
<b>Total</b>	<b>10,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-</b>	<b>23,0</b>	<b>42,8</b>	<b>20,3</b>	<b>96,6</b>
Courant clôture	-	-	-	19,4	29,2	20,1	68,7
Non courant clôture	11,3						11,3
<b>Total</b>	<b>11,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19,4</b>	<b>29,2</b>	<b>20,1</b>	<b>80,1</b>

Aux 30 juin 2015 et 31 décembre 2014, les provisions se ventilent par secteur d'activité de la façon suivante :

	30/06/2015	31/12/2014
Télévision	56,4	73,4
Production et Droits Audiovisuels	1,3	1,6
Diversifications	21,8	21,0
Autres	0,5	0,5
<b>Total</b>	<b>80,1</b>	<b>96,6</b>

- Les litiges inclus dans le poste « provisions pour litiges » se rapportent à l'ensemble des procédures judiciaires engagées contre une ou des sociétés du Groupe et pour lesquelles une issue défavorable pour le Groupe est probable. Dans une très grande majorité des cas, le litige a dépassé le stade du précontentieux et est en cours d'examen, de jugement ou d'appel par les tribunaux compétents (commerce, prud'hommes, instance, correctionnel ou cour de cassation).

Les informations complémentaires relatives aux litiges en cours ne sont pas présentées individuellement dans la mesure où la communication de ces éléments pourrait être préjudiciable au Groupe.

- Les provisions sur droits hors bilan se rapportent à une perte de valeur de droits de diffusion que le Groupe s'est engagé à acquérir mais qui ne figurent pas encore en stocks au bilan.

En effet, la charge résultant de la probabilité de non-diffusion, dans la case de la grille initialement prévue, d'un droit non ouvert (et donc classé en engagement hors bilan), ne pouvant être constatée à travers la dépréciation d'un actif au bilan, est donc reconnue par le biais d'une provision pour risques et charges.

Cette dépréciation d'un droit non ouvert s'inscrit dans la logique de fonctionnement du marché des droits audiovisuels puisque les chaînes de télévision sont généralement engagées dans des accords d'approvisionnement avec des producteurs sur des productions futures sans qu'elles aient la certitude que l'ensemble de ces dernières soient de qualité homogène et diffusable au regard de leurs lignes éditoriales et de leurs cibles d'audience.

Les chaînes peuvent également être engagées à diffuser un programme de flux ou un événement dont le potentiel d'audience et d'image ne porte pas les recettes publicitaires à un niveau permettant de couvrir le coût complet du programme.

La perte de valeur du droit peut recouvrir :

- le cas d'une diffusion improbable : le programme ne pourra être diffusé faute de potentiel d'audience ;
- le cas d'une insuffisance de recettes nettes dans la fenêtre de diffusion du programme.

Dans tous les cas, les dépréciations sont appréciées dans le cadre d'une revue de portefeuille, titre par titre, au regard des objectifs d'audience et de recettes attachés à chaque programme, définis par les directions des programmes des chaînes du Groupe.

- Les « autres provisions pour charges » se rapportent à des coûts que le Groupe devrait supporter dans le cadre de l'exécution d'un contrat ou de ses obligations réglementaires et fiscales sans qu'à ce stade les sommes dues ne soient exigibles ou n'aient été exigées, notamment dans le cadre d'une procédure contentieuse ou judiciaire.
- Les montants reportés pour ces trois natures de provisions correspondent à la meilleure estimation possible de la sortie de ressources futures pour le Groupe compte tenu des réclamations des plaignants, des jugements déjà prononcés le cas échéant ou de l'appréciation de la direction au regard d'expériences similaires et/ou des calculs réalisés par la direction financière.

Le Groupe considère que les échéances de décaissements liées à ces provisions s'inscrivent dans le cadre du cycle normal de l'exploitation du Groupe, ce qui justifie la classification de ces provisions en provisions courantes.

## 25. Actifs et passifs éventuels

### A. ACHATS DE DROITS ET ENGAGEMENTS DE COPRODUCTIONS (NETS)

Ces engagements se rapportent :

- aux engagements d'achats sur des droits non encore produits ou achevés ;
- aux engagements contractuels sur les coproductions en attente d'acceptation technique ou de visa d'exploitation, déduction faite des acomptes versés.

Ils sont exprimés nets des avances et acomptes versés à ce titre pour les droits correspondants non encore enregistrés en stocks.

### B. TRANSPORT D'IMAGES, LOCATION SATELLITE ET TRANSPONDEURS

Ces engagements sont relatifs à la fourniture de services de télédiffusion et à la location de capacité satellitaire et de transpondeurs auprès de sociétés privées pour la diffusion numérique.

Ces engagements ont été valorisés en prenant pour chaque contrat les montants restant dus jusqu'à leur échéance.

### C. BAUX NON RESILIAIBLES

Il s'agit des paiements futurs minimaux pour des contrats de location simple non résiliables et en cours à la clôture de l'exercice. Ils se rapportent pour l'essentiel à des locations immobilières.

### D. RESPONSABILITE SUR PASSIF DES SOCIETES EN NOM COLLECTIF

Dans la mesure où les associés d'une société en nom collectif répondent indéfiniment et solidairement des dettes portées par la société, le Groupe présente en engagements hors bilan donnés le total du passif des sociétés en nom collectif qu'il détient, retraité des comptes de régularisation ainsi que des comptes courants d'associés, et en engagements hors bilan reçus la quote-part de ce passif détenu par les autres associés.

### E. VENTES DE DROITS

Ces engagements recouvrent les contrats de ventes de droits de diffusion non encore disponibles au 30 juin 2015.

### F. CONTRATS DE DIFFUSION

Ces engagements concernent les contrats de diffusion des chaînes du Groupe auprès de Canal+ France et des autres distributeurs.

Ces engagements ont été valorisés en prenant pour chaque contrat les montants restant dus jusqu'à leur échéance certaine ou probable.

Les actifs immobilisés du Groupe ne sont assortis d'aucun nantissement ou hypothèque.

	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total 30/06/2015	Total 31/12/2014	Conditions de mise en œuvre
<b>Engagements donnés</b>						
Achats de droits et engagements de coproductions (bruts)	286,8	532,6	120,3	939,6	986,4	Contrats signés
Avances versées au titre des achats de droits et engagements de coproductions	(17,0)	(17,1)	(23,4)	(57,5)	(60,3)	
<i>Achats de droits et engagements de coproductions (nets)</i>	<i>269,8</i>	<i>515,5</i>	<i>96,8</i>	<i>882,1</i>	<i>926,1</i>	
Transport d'images, location satellites et transpondeurs	27,1	38,5	1,2	66,8	84,9	Contrats signés
Baux non résiliables	8,1	25,1	122,6	155,8	22,0	Baux
Responsabilité sur passif des sociétés en nom collectif	1,7	-	-	1,7	4,1	Liquidation de la SNC
Autres	3,3	3,7	-	7,0	10,1	
<b>Total des engagements donnés</b>	<b>309,9</b>	<b>582,9</b>	<b>220,6</b>	<b>1 113,4</b>	<b>1 047,1</b>	
<b>Engagements reçus</b>						
Responsabilité sur passif des sociétés en nom collectif	1,7	-	-	1,7	4,1	Liquidation de la SNC
Ventes de droits	11,8	44,8	-	56,6	66,4	Échéances annuelles
Contrats de diffusion	46,9	70,5	-	117,4	-	Contrats signés
Autres	3,3	-	-	3,3	2,6	
<b>Total des engagements reçus</b>	<b>63,7</b>	<b>115,3</b>	<b>-</b>	<b>178,9</b>	<b>73,0</b>	

Au 30 juin 2015, les engagements donnés par le groupe s'élèvent à 1 113,4 M€ contre 1 047,1 M€ au 31 décembre 2014.

Cette augmentation des engagements donnés (+ 66,3 M€) résulte principalement des évolutions suivantes :

- les engagements d'achats de droits et engagements de coproductions nets des avances versées ont diminué de 44,0 M€ par rapport au 31 décembre 2014 ;
- les engagements en lien avec les contrats de transport et de diffusion des chaînes ont diminué de 18,1 M€ par rapport au 31 décembre 2014 ;
- les engagements sur les baux non résiliables ont augmenté de 133,8 M€ sous l'effet notamment du contrat de location simple sur trente ans conclu par le Football Club des Girondins de Bordeaux au titre de la convention d'occupation du nouveau stade de Bordeaux.

Au 30 juin 2015, les engagements reçus par le groupe s'élèvent à 178,9 M€ contre 73,0 M€ au 31 décembre 2014.

La variation résulte de l'augmentation de (+ 117,4 M€) des engagements de contrats de diffusion suite au renouvellement en janvier 2015 de l'accord pluriannuel entre le Groupe M6 et Canal+ concernant la distribution de l'ensemble des chaînes et services du Groupe.

## 26. Parties liées

### 26.1 Identification des parties liées

Les parties liées au Groupe sont les coentreprises et les entreprises associées, RTL Group, actionnaire du Groupe à hauteur de 48,26%, Bertelsmann AG, actionnaire de RTL, les mandataires sociaux et les membres du Conseil de Surveillance.

### 26.2 Transactions avec les actionnaires

#### PRET AUX ACTIONNAIRES

Aux termes d'une convention de placement de trésorerie signée entre Bayard d'Antin SA et Métropole Télévision, dont la première mise en œuvre date du 1<sup>er</sup> décembre 2005, la société Métropole Télévision a la possibilité de prêter ses disponibilités de trésorerie à la société Bayard d'Antin soit au jour le jour, soit en bloquant une partie de ce prêt sur une période ne pouvant excéder 3 mois. La rémunération prévue par cette convention est conforme aux conditions du marché. Le Groupe garde également la possibilité d'emprunter auprès de Bayard d'Antin, pour autant que le montant emprunté

n'excède pas 48% des montants empruntés auprès des établissements bancaires, pour des périodes allant de 1 semaine à 3 mois ; les conditions financières sont conformes aux conditions de marché. Le renouvellement de cette convention a été autorisé par le Conseil de Surveillance du 28 octobre 2014 pour 12 mois.

Afin de respecter la politique de placement de Métropole Télévision (décrite en note 21.3), le placement à Bayard d'Antin ne peut excéder un certain ratio des liquidités bancaires du Groupe Métropole Télévision.

Au 30 juin 2015, aucun placement de trésorerie n'est fait auprès de Bayard d'Antin.

#### TRANSACTIONS COURANTES

	30/06/2015		30/06/2014	
	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)
Ventes de biens et services	8,5	-	4,5	-
Achats de biens et services	(8,4)	(0,3)	(8,5)	(0,4)

Les transactions courantes effectuées avec les actionnaires ont été conclues à des conditions normales de marché, étant précisé que les achats se rapportent essentiellement à des programmes acquis auprès de sociétés de production de RTL Group.

Les positions nettes au bilan résultant de ces ventes et achats sont les suivantes :

	30/06/2015		31/12/2014	
	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)
Créances	7,9	0,2	8,4	-
Dettes	6,3	0,4	11,2	0,3

#### OPERATIONS SPECIFIQUES

Aucune opération spécifique n'a été conclue par le Groupe avec ses actionnaires au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015.

### 26.3 Transactions avec les coentreprises

Les transactions suivantes ont été réalisées entre les filiales du Groupe et les coentreprises (TF6, Série Club, Panora Services et HSS Belgique) :

à 100%	30/06/2015	30/06/2014
Ventes de biens et services	3,6	3,9
Achats de biens et services	(0,1)	-

Les ventes effectuées avec les coentreprises ont été conclues à des conditions normales de marché.

Les positions nettes au bilan sont les suivantes :

à 100%	30/06/2015	31/12/2014
Créances	13,0	9,8
<i>dont financement</i>	<i>10,1</i>	<i>6,6</i>
Dettes	2,7	0,6
<i>dont financement</i>	<i>2,2</i>	<i>0,1</i>

Les créances relatives au financement sont constituées des quote-parts des résultats des sociétés de personnes auprès de leur société mère.

Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2015, aucun dividende n'a été reçu des coentreprises.

## 26.4 Transactions avec les entreprises associées

Il n'y a pas eu de transactions significatives au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015 avec les sociétés QuickSign et Stéphane Plaza Franchise.

## 26.5 Transactions avec les dirigeants

La rémunération versée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015 aux membres du Directoire représente un total de 1 952 198 € et se ventile en une part fixe pour 1 001 772 € et une part variable pour 950 426 €.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015, il n'y a pas eu de nouvelle attribution ni d'options de souscription d'actions ni d'actions gratuites aux membres du Directoire.

Par ailleurs, au même titre et dans les mêmes conditions que les salariés du Groupe, les membres du Directoire pourront bénéficier d'une indemnité légale de fin de carrière (cf. note 4 .14 du document de référence 2014).

Concernant le Conseil de Surveillance, aucune rémunération sous forme de jetons de présence au titre de l'exercice 2015 n'a été versée au cours du semestre écoulé. En outre, les personnes physiques membres du Conseil de Surveillance ou représentant une personne morale membre du Conseil de Surveillance détenaient à titre personnel 116 767 actions du Groupe au 30 juin 2015.

## 27. Événements post clôture

Aucun événement important n'a été relevé depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité ou le patrimoine du Groupe.

## 28. Périmètre

Société	Forme	Activité	30/06/2015		31/12/2014	
			% de contrôle	Méthode de consolidation	% de contrôle	Méthode de consolidation
<b>TELEVISION</b>						
Métropole Télévision - M6	SA	Société mère	-	IG	-	IG
M6 Publicité	SASU	Régie publicitaire	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Bordeaux	SAS	Décrochage local	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Thématique	SA	Holding des chaînes numériques	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Edi TV - W9	SAS	Chaîne musicale W9	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Génération - 6Ter	SAS	Chaîne numérique 6TER	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Communication	SAS	Chaînes musicales M6 Music Black - Rock - Hit	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Paris Première	SAS	Chaîne numérique Paris Première	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Sedi TV - Téva	SAS	Chaîne numérique Téva	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Série Club	SA	Chaîne numérique Série Club	50,00 %	ME	50,00 %	ME
TF6	SCS	Chaîne numérique TF6	50,00 %	ME	50,00 %	ME
SNDA	SAS	Distribution de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
C. Productions	SA	Production d'émissions	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Métropole Production	SA	Production d'œuvres audiovisuelles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Studio 89 Productions	SAS	Production d'émissions audiovisuelles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
<b>PRODUCTION ET DROITS AUDIOVISUELS</b>						
M6 Films	SA	Coproduction de films	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Créations	SAS	Production d'œuvres audiovisuelles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Stéphane Plaza Franchise	SAS	Promotion immobilière	49,00 %	ME	49,00 %	ME
Société des Agences Parisiennes	SAS	Promotion immobilière	24,50 %	ME	24,50 %	ME
M6 Editions	SA	Société de presse	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Studio	SAS	Production de longs métrages d'animation	100,00 %	IG	100,00 %	IG
TGM DA	SNC	Portefeuille de droits de diffusion	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Société Nouvelle de Cinématographie (ex Diem 2)	SA	Production / exploitation de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Société Nouvelle de Distribution	SA	Distribution films cinématographiques	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Les Films de la Suane	SARL	Production / exploitation de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
<b>DIVERSIFICATIONS</b>						
M6 Foot	SAS	Holding activité sportive	100,00 %	IG	100,00 %	IG
FC Girondins de Bordeaux	SASP	Club de Football	100,00 %	IG	100,00 %	IG
33 FM	SAS	Edition et diffusion de programmes radio	95,00 %	IG	95,00 %	IG
Girondins Expressions	SASU	Chaîne TV dédiée aux Girondins 24h / 24h	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Girondins Horizons	SASU	Agence de voyages	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Interactions	SAS	Exploitation des droits dérivés	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Evénements	SA	Production de spectacles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Live Stage	SAS	Production de spectacles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Web	SAS	Société internet et télématique	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Sous-groupe Oxygem :						
Oxygem	SAS	Société internet	100,00 %	IG	-	-
Oxygem Media	SAS	Société internet	100,00 %	IG	-	-
Odiso	SARL	Société internet	100,00 %	IG	-	-
Oxygem IT	GIE	Société internet	100,00 %	IG	-	-
SFEP	SAS	Société internet	100,00 %	IG	-	-
QuickSign	SAS	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	24,90 %	ME	24,90 %	ME
Panora Services	SAS	Comparateur de banques en ligne	50,00 %	ME	50,00 %	ME
GM6	SAS	Développement d'une plateforme internet	80,50 %	IG	75,00 %	IG
Sous-groupe HSS :						
Home Shopping Service	SA	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
HSS Belgique	SA	Emissions de téléachat	50,00 %	ME	50,00 %	ME
HSS Hongrie	SA	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SETV Belgique	GIE	Exploitation bureau de gestion vente par téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Unité 15 Belgique	SA	Service clients	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Unité 15 France	SA	Gestion et animation d'activité de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
MonAlbumPhoto	SAS	Vente à distance sur catalogue spécialisé	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Printic	SAS	Activités photographiques	80,00 %	IG	80,00 %	IG
M6 Divertissement	SAS	Sans activité	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Shop	SAS	Sans activité	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Luxview	SAS	E-commerce	95,56 %	IG	95,56 %	IG
Optilens	SPRL	E-commerce	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Best of TV	SAS	Commerce de gros	51,00 %	IG	51,00 %	IG
Best of TV Benelux	SPRL	Commerce de gros	100,00 %	IG	100,00 %	IG
<b>IMMOBILIER - SANS ACTIVITE</b>						
Immobilier 46D	SAS	Immeuble de Neuilly	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Immobilier M6	SA	Immeuble de Neuilly	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SCI du 107	SCI	Immeuble de Neuilly	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Diffusions						
M6 Développement	SASU	Organisation de formation	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Récréative	SAS	Sans activité	100,00 %	IG	100,00 %	IG
TF6 Gestion	SA	Gérante de TF6	50,00 %	ME	50,00 %	ME
SND USA	INC	Holding activité droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SND Films	LLC	Développement d'œuvres cinématographiques	100,00 %	IG	100,00 %	IG

IG : Intégration globale  
 IP : Intégration proportionnelle  
 ME : Mise en équivalence  
 F : Fusion

Le Groupe n'est ni actionnaire, ni partie prenante dans aucune société " ad hoc ".

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92 208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
France

**Ernst & Young et Autres**  
1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-  
La Défense 1  
France

## **Métropole Télévision S.A.**

Siège social : 89, avenue Charles de Gaulle - 92575 Neuilly-sur-Seine Cedex

Capital social : €50 565 699,20

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2015** Période du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 30 juin 2015

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Métropole Télévision, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.



2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 juillet 2015

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Anne-Claire Ferrié

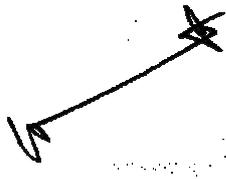
Bruno Bizet



## ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 4 à 21 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Neuilly sur Seine le 28 juillet 2015



Nicolas de Tavernost  
Président du Directoire



MÉTROPOLE TÉLÉVISION  
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance  
au capital de 50 565 699,20 €

89, Avenue Charles de Gaulle  
92200 Neuilly-sur-Seine

Tél. : 01 41 92 66 66  
Fax : 01 41 92 66 10  
Internet : [www.m6.fr](http://www.m6.fr)

339 012 452 RCS Nanterre  
Siret : 339 012 452 00084  
APE : 6020 A



## **Métropole Télévision**

89 avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine  
tel : 01 41 92 66 66 - fax : 01 41 92 66 10

[www.groupem6.fr](http://www.groupem6.fr)